

b) pour toutes les autres questions visées à l'article 1, à cette date mais seulement en ce qui concerne les périodes imposables commençant à partir de cette date ou, à défaut de période imposable, toutes les impositions prenant naissance à partir de cette date.

### Article 13 Dénonciation

1. Chacune des Parties contractantes peut dénoncer l'Accord en notifiant cette dénonciation par la voie diplomatique ou par lettre à l'autorité compétente de l'autre Partie contractante.

2. Cette dénonciation prend effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date de réception de la notification de dénonciation par l'autre Partie contractante.

3. Après la dénonciation de l'Accord, les Parties contractantes restent liées par les dispositions de l'article 8 pour tous renseignements obtenus en application de l'Accord.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé l'Accord.

FAIT à Bruxelles, le 7 décembre 2009, en double exemplaire, en langue anglaise.

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2017/31623]

22 JUIN 2016. — Loi portant assentiment à la Convention entre le Gouvernement belge et le Gouvernement macédonien tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et à prévenir la fraude fiscale, et du Protocole, faits à Bruxelles le 6 juillet 2010 (1)(2)(3)

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

**Art. 2.** La Convention entre le Gouvernement belge et le Gouvernement macédonien tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et à prévenir la fraude fiscale, et le Protocole, faits à Bruxelles le 6 juillet 2010, sortiront leur plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du Sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 22 juin 2016.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,  
D. REYNDERS

Le Ministre des Finances,  
J. VAN OVERTVELDT

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

Notes

(1) Chambre des représentants ([www.lachambre.be](http://www.lachambre.be)):

Documents: 54-1692

Rapport intégral: 20/04/2016

(2) Voir Décret de la Communauté flamande/Région flamande du 31/01/2014 (*Moniteur belge* du 24/02/2014), Décret de la Communauté française du 21/10/2015 (*Moniteur belge* du 16/11/2015), Décret de la Communauté germanophone du 20/04/2015 (*Moniteur belge* du 19/05/2015), Décret de la Région wallonne du 16/10/2015 (*Moniteur belge* du 29/10/2015), Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 23/06/2017 (*Moniteur belge* du 06/07/2017).

(3) Entrée en vigueur : 17/07/17.

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2017/31623]

22 JUNI 2016. — Wet houdende instemming met de Overeenkomst tussen de Belgische Regering en de Macedonische Regering tot het vermijden van dubbele belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen en tot het voorkomen van het ontduiken van belasting, en met het Protocol, gedaan te Brussel op 6 juli 2010 (1)(2)(3)

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

**Art. 2.** De Overeenkomst tussen de Belgische Regering en de Macedonische Regering tot het vermijden van dubbele belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen en tot het voorkomen van het ontduiken van belasting, en het Protocol, gedaan te Brussel op 6 juli 2010, zullen volkomen gevolg hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 juni 2016.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,  
D. REYNDERS

De Minister van Financiën,  
J. VAN OVERTVELDT

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

Nota's

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers ([www.dekamer.be](http://www.dekamer.be)):

Stukken: 54-1692.

Integraal verslag: 20/04/2016

(2) Zie Decreet van de Vlaamse Gemeenschap/Vlaams Gewest van 31/01/2014 (*Belgisch Staatsblad* van 24/02/2014), Decreet van de Franse Gemeenschap van 21/10/2015 (*Belgisch Staatsblad* van 16/11/2015), Decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 20/04/2015 (*Belgisch Staatsblad* van 19/05/2015), Decreet van het Waalse Gewest van 16/10/2015 (*Belgisch Staatsblad* van 29/10/2015), Ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 23/06/2017 (*Belgisch Staatsblad* van 06/07/2017).

(3) Inwerkingtreding : 17/07/17.

**CONVENTION**

**ENTRE**

**LE GOUVERNEMENT BELGE**

**ET**

**LE GOUVERNEMENT MACEDONIEN**

**TENDANT A EVITER LA DOUBLE IMPOSITION**

**EN MATIERE D'IMPOTS SUR LE REVENU ET SUR LA FORTUNE**

**ET A PREVENIR LA FRAUDE FISCALE**

**CONVENTION  
ENTRE  
LE GOUVERNEMENT BELGE  
ET  
LE GOUVERNEMENT MACEDONIEN  
TENDANT A EVITER LA DOUBLE IMPOSITION  
EN MATIERE D'IMPOTS SUR LE REVENU ET SUR LA FORTUNE  
ET A PREVENIR LA FRAUDE FISCALE**

**LE GOUVERNEMENT BELGE**

**ET**

**LE GOUVERNEMENT MACEDONIEN,**

**DESIREUX** de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et à prévenir la fraude fiscale, sont convenus des dispositions suivantes:

## **CHAPITRE I**

### **CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION**

#### **Article 1**

##### **Personnes visées**

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

#### **Article 2**

##### **Impôts visés**

1. La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu et sur la fortune perçus pour le compte d'un Etat contractant, de ses subdivisions politiques ou de ses collectivités locales, quel que soit le système de perception.

2. Sont considérés comme impôts sur le revenu et sur la fortune les impôts perçus sur le revenu total, sur la fortune totale, ou sur des éléments du revenu ou de la fortune, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, les impôts sur le montant global des salaires payés par les entreprises, ainsi que les impôts sur les plus-values.

3. Les impôts actuels auxquels s'applique la Convention sont notamment:

a) en ce qui concerne la Macédoine:

1° l'impôt sur le revenu des personnes physiques (the personal income tax);

2° l'impôt sur les bénéfices (the profit tax);

3° l'impôt sur la fortune (the property tax);

(ci-après dénommés «l'impôt macédonien»);

b) en ce qui concerne la Belgique:

1° l'impôt des personnes physiques;

2° l'impôt des sociétés;

3° l'impôt des personnes morales;

4° l'impôt des non-résidents;

(ci-après dénommés «l'impôt belge»).

4. La Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats contractants se communiquent les modifications significatives apportées à leurs législations fiscales.

## **CHAPITRE II**

### **DEFINITIONS**

#### **Article 3**

##### **Définitions générales**

1. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente:

a) 1° le terme «Macédoine», employé dans un sens géographique, désigne son territoire, les eaux et les fonds de ses lacs intérieurs sur lesquels, conformément à son droit interne et au droit international, elle a une juridiction ou des droits souverains aux fins de l'exploration, de l'exploitation, de la conservation et de la gestion des ressources naturelles;

2° le terme «Belgique», employé dans un sens géographique, désigne son territoire, y compris la mer territoriale ainsi que les zones maritimes et les espaces aériens sur lesquels, en conformité avec le droit international, le Royaume de Belgique exerce des droits souverains ou sa juridiction;

b) les expressions «un Etat contractant» et «l'autre Etat contractant» désignent, suivant le contexte, la Belgique ou la Macédoine;

c) le terme «personne» comprend les personnes physiques, les sociétés et tous autres groupements de personnes;

d) le terme «société» désigne toute personne morale ou toute entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition;

e) le terme « entreprise » s'applique à l'exercice de toute activité ou affaire;

f) les expressions «entreprise d'un Etat contractant» et «entreprise de l'autre Etat contractant» désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un Etat contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat contractant;

g) l'expression «trafic international» désigne tout transport effectué par un navire ou un aéronef exploité par une entreprise dont le siège de direction effective est situé dans un Etat contractant, sauf lorsque le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre Etat contractant;

h) l'expression «autorité compétente» désigne:

1° en ce qui concerne la Macédoine, le Ministère des Finances ou son représentant autorisé, et

2° en ce qui concerne la Belgique, le Ministre des Finances ou son représentant autorisé;

i) le terme «national», en ce qui concerne un Etat contractant, désigne:

1° toute personne physique qui possède la nationalité de cet Etat contractant; et

2° toute personne morale, société de personnes ou association constituée conformément à la législation en vigueur dans cet Etat contractant;

j) les termes « activité », par rapport à une entreprise, et « affaires » comprennent l'exercice de professions libérales ou d'autres activités de caractère indépendant.

2. Pour l'application de la Convention à un moment donné par un Etat contractant, tout terme ou expression qui n'y est pas défini a, sauf si le contexte exige une interprétation différente, le sens que lui attribue, à ce moment, le droit de cet Etat concernant les impôts auxquels s'applique la Convention, le sens attribué à ce terme ou expression par le droit fiscal de cet Etat prévalant sur le sens que lui attribuent les autres branches du droit de cet Etat.

#### **Article 4**

##### **Résident**

1. Au sens de la présente Convention, l'expression «résident d'un Etat contractant» désigne toute personne qui, en vertu de la législation de cet Etat, est assujettie à l'impôt dans cet Etat, en raison de son domicile, de sa résidence, de son lieu de constitution, de son siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue et s'applique aussi à cet Etat ainsi qu'à toutes ses subdivisions politiques ou à ses collectivités locales. Toutefois, cette expression ne comprend pas les personnes qui ne sont assujetties à l'impôt dans cet Etat que pour les revenus de sources situées dans cet Etat ou pour la fortune qui y est située.

2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est un résident des deux Etats contractants, sa situation est réglée de la manière suivante:

a) cette personne est considérée comme un résident seulement de l'Etat où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux Etats, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux);

b) si l'Etat où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des Etats, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat où elle séjourne de façon habituelle;

c) si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux Etats ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat dont elle possède la nationalité;

d) si cette personne possède la nationalité des deux Etats ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des Etats contractants tranchent la question d'un commun accord.

3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux Etats contractants, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat où son siège de direction effective est situé.

## Article 5

### Etablissement stable

1. Au sens de la présente Convention, l'expression «établissement stable» désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.

2. L'expression «établissement stable» comprend notamment:

- a) un siège de direction;
- b) une succursale;
- c) un bureau;
- d) une usine;
- e) un atelier, et
- f) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles.

3. Un chantier de construction ou de montage ne constitue un établissement stable que si sa durée dépasse douze mois.

4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère qu'il n'y a pas «établissement stable» si:

- a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise;
- b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison;
- c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise;
- d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations, pour l'entreprise;
- e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité de caractère préparatoire ou auxiliaire;
- f) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas a) à e), à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul garde un caractère préparatoire ou auxiliaire.

5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, lorsqu'une personne – autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 6 – agit pour le compte d'une entreprise et dispose dans un Etat contractant de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans cet Etat pour toutes les activités que cette personne exerce pour l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont mentionnées au paragraphe 4 et qui, si elles étaient exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne permettraient pas de considérer cette installation comme un établissement stable selon les dispositions de ce paragraphe.

6. Une entreprise n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans un Etat contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un

commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.

7. Le fait qu'une société qui est un résident d'un Etat contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre Etat contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

### **CHAPITRE III**

#### **IMPOSITION DES REVENUS**

##### **Article 6**

##### **Revenus immobiliers**

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) situés dans l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. L'expression «biens immobiliers» a le sens que lui attribue le droit de l'Etat contractant où les biens considérés sont situés. L'expression comprend en tous cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles; les navires, bateaux et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation ou de la jouissance directes, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation de biens immobiliers.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise.

##### **Article 7**

##### **Bénéfices des entreprises**

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cet établissement stable.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque Etat contractant, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu



réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et agissant en toute indépendance.

3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'Etat où est situé cet établissement stable, soit ailleurs.

4. S'il est d'usage, dans un Etat contractant, de déterminer les bénéfices imputables à un établissement stable sur la base d'une répartition des bénéfices totaux de l'entreprise entre ses diverses parties, aucune disposition du paragraphe 2 n'empêche cet Etat contractant de déterminer les bénéfices imposables selon la répartition en usage; la méthode de répartition adoptée doit cependant être telle que le résultat obtenu soit conforme aux principes contenus dans le présent article.

5. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait qu'il a simplement acheté des marchandises pour l'entreprise.

6. Aux fins des paragraphes précédents, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont déterminés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.

7. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

## **Article 8**

### **Trafic international**

1. Les bénéfices provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

2. Au sens du présent article, les bénéfices provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs comprennent notamment:

a) les bénéfices provenant de la location de navires ou d'aéronefs servant au transport en trafic international, tout armés et équipés;

b) les bénéfices provenant de la location coque nue de navires ou d'aéronefs, lorsque cette activité de location constitue une activité accessoire pour l'entreprise de transport en trafic international;

c) les bénéfices provenant de la location de conteneurs, lorsque cette activité de location constitue une activité accessoire pour l'entreprise de transport en trafic international.

3. Si le siège de direction effective d'une entreprise de navigation maritime est à bord d'un navire, ce siège est considéré comme situé dans l'Etat contractant où se trouve le port d'attache de ce navire, ou à défaut de port d'attache, dans l'Etat contractant dont l'exploitant du navire est un résident.

4. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aussi aux bénéfices provenant de la participation à un pool, une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation.

## Article 9

### Entreprises associées

1. Lorsque

a) une entreprise d'un Etat contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat contractant, ou que

b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un Etat contractant et d'une entreprise de l'autre Etat contractant,

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées, qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

2. Lorsqu'un Etat contractant inclut dans les bénéfices d'une entreprise de cet Etat -et impose en conséquence- des bénéfices sur lesquels une entreprise de l'autre Etat contractant a été imposée dans cet autre Etat, et que les bénéfices ainsi inclus sont des bénéfices qui auraient été réalisés par l'entreprise du premier Etat si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes, l'autre Etat procède à l'ajustement qu'il estime approprié du montant de l'impôt qui y a été perçu sur ces bénéfices. Pour déterminer cet ajustement, il est tenu compte des autres dispositions de la présente Convention et, si c'est nécessaire, les autorités compétentes des Etats contractants se consultent.

3. Les dispositions du paragraphe 2 ne s'appliquent pas dans les cas où une ou plusieurs des transactions donnant lieu à un ajustement des bénéfices conformément au paragraphe 1 sont considérées comme frauduleuses en vertu d'une décision judiciaire.

## Article 10

### Dividendes

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des dividendes est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder:

a) 5 pour cent du montant brut des dividendes si le bénéficiaire effectif est une société qui détient directement au moins 10 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes;

b) 15 pour cent du montant brut des dividendes, dans tous les autres cas.

Nonobstant les dispositions précédentes du présent paragraphe, les dividendes ne sont pas imposables dans l'Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident si le bénéficiaire effectif des dividendes est une société qui est un résident de l'autre Etat contractant et qui, au moment du paiement des dividendes, détient pendant une période ininterrompue d'au moins douze mois, directement ou indirectement, au moins 25 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes.

Le présent paragraphe n'affecte pas l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. Le terme «dividendes» employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus soumis au même régime fiscal que les revenus d'actions par la législation fiscale de l'Etat dont la société débitrice est un résident.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, une activité d'entreprise par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé et que la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.

5. Lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat contractant, cet autre Etat ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre Etat ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable situé dans cet autre Etat, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre Etat.

## Article 11

### Intérêts

1. Les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces intérêts sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des intérêts est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 pour cent du montant brut des intérêts.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les intérêts sont exemptés d'impôt dans l'Etat contractant d'où ils proviennent lorsqu'il s'agit:

a) d'intérêts payés en raison d'un prêt ou d'un crédit consenti par une entreprise à une autre entreprise;

b) d'intérêts payés à l'autre Etat contractant, à une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales ou à une entité publique de cet Etat.

4. Le terme «intérêts» employé dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts, y compris les primes et lots attachés à ces titres. Cependant, ce terme ne comprend pas, au sens du présent article, les pénalisations pour paiement tardif ni les intérêts traités comme des dividendes en vertu de l'article 10, paragraphe 3.

5. Les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les intérêts, une activité d'entreprise par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, et que la

créance génératrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.

6. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable pour lequel la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supporte la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'Etat où l'établissement stable est situé.

7. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

## Article 12

### Redevances

1. Les redevances provenant d'un Etat contractant et payées à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces redevances sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des redevances est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 pour cent du montant brut des redevances.

3. Le terme «redevances» employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une œuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques et les films ou bandes enregistrées pour la radio ou la télévision, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets, ainsi que pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique et pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les redevances une activité d'entreprise par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé et que le droit ou le bien générateur des redevances s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.

5. Les redevances sont considérées comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable pour lequel le contrat donnant lieu au paiement des redevances a été conclu et qui supporte la charge de ces redevances, celles-ci sont considérées comme provenant de l'Etat où l'établissement stable est situé.

6. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste

imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

### **Article 13**

#### **Gains en capital**

1. Les gains qu'un résident d'un Etat contractant tire de l'aliénation de biens immobiliers visés à l'article 6, et situés dans l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.
2. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise), sont imposables dans cet autre Etat.
3. Les gains provenant de l'aliénation de navires ou aéronefs exploités en trafic international, ou de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs, ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.
4. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux visés aux paragraphes 1, 2 et 3 ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le cédant est un résident.

### **Article 14**

#### **Revenus d'emploi**

1. Sous réserve des dispositions de l'article 15, paragraphe 1, et des articles 17 et 18, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.
2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat si:
  - a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours durant toute période de douze mois commençant ou se terminant durant la période imposable considérée, et
  - b) les rémunérations sont payées par un employeur, ou pour le compte d'un employeur, qui n'est pas un résident de l'autre Etat, et
  - c) la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable que l'employeur a dans l'autre Etat.
3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef exploité en trafic international sont imposables dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

## **Article 15**

### **Tantièmes**

1. Les tantièmes, jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance ou d'un organe analogue d'une société qui est un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

La disposition qui précède s'applique aussi aux rétributions reçues en raison de l'exercice de fonctions qui, en vertu de la législation de l'Etat contractant dont la société est un résident, sont traitées comme des fonctions d'une nature similaire à celles exercées par une personne visée à ladite disposition.

2. Les rémunérations qu'une personne visée au paragraphe 1 reçoit d'une société qui est un résident d'un Etat contractant en raison de l'exercice d'une activité journalière de direction ou de caractère technique, commercial ou financier ainsi que les rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant tire de son activité journalière en tant qu'associé dans une société, autre qu'une société par actions, qui est un résident d'un Etat contractant, sont imposables conformément aux dispositions de l'article 14, comme s'il s'agissait de rémunérations qu'un employé tire d'un emploi salarié et comme si l'employeur était la société.

## **Article 16**

### **Artistes et sportifs**

1. Nonobstant les dispositions des articles 7 et 14, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, ou qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre Etat.

2. Lorsque les revenus d'activités qu'un artiste du spectacle ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7 et 14, dans l'Etat contractant où les activités de l'artiste ou du sportif sont exercées.

## **Article 17**

### **Pensions**

Sous réserve des dispositions de l'article 18, paragraphe 2, les pensions et autres rémunérations similaires, payées à un résident d'un Etat contractant au titre d'un emploi antérieur, sont imposables dans l'Etat contractant d'où elles proviennent. La présente disposition s'applique également aux pensions et autres rémunérations similaires payées en exécution de la législation sociale d'un Etat contractant ou d'un régime général organisé par cet Etat en vue de compléter les avantages prévus par sa législation sociale.

## Article 18

### Fonctions publiques

1. a) Les salaires, traitements et autres rémunérations similaires payés par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales à une personne physique au titre de services rendus à cet Etat ou à cette subdivision ou collectivité ne sont imposables que dans cet Etat.

b) Toutefois, ces salaires, traitements et autres rémunérations similaires ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si les services sont rendus dans cet Etat et si la personne physique est un résident de cet Etat qui:

1° possède la nationalité de cet Etat; ou

2° n'est pas devenu un résident de cet Etat à seule fin de rendre les services.

2. a) Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les pensions et autres rémunérations similaires payées par un Etat contractant, ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales, soit directement soit par prélèvement sur des fonds qu'ils ont constitués, à une personne physique, au titre de services rendus à cet Etat ou à cette subdivision ou collectivité, ne sont imposables que dans cet Etat.

b) Toutefois, ces pensions et autres rémunérations similaires ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si la personne physique est un résident de cet Etat et en possède la nationalité.

3. Les dispositions des articles 14, 15, 16 et 17 s'appliquent aux salaires, traitements, pensions et autres rémunérations similaires payés au titre de services rendus dans le cadre d'une activité d'entreprise exercée par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales.

## Article 19

### Étudiants

Les sommes qu'un étudiant ou un stagiaire qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat contractant, un résident de l'autre Etat contractant et qui séjourne dans le premier Etat à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet Etat, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet Etat.

## Article 20

### Autres revenus

1. Les éléments du revenu d'un résident d'un Etat contractant, d'où qu'ils proviennent, qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente Convention ne sont imposables que dans cet Etat.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux revenus autres que les revenus provenant de biens immobiliers tels qu'ils sont définis à l'article 6, paragraphe 2, lorsque le

bénéficiaire de tels revenus, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant une activité d'entreprise par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé et que le droit ou le bien générateur des revenus s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.

3. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, les éléments du revenu d'un résident d'un Etat contractant qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la Convention et qui proviennent de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat s'ils ne sont pas effectivement imposés dans le premier Etat.

#### **CHAPITRE IV**

##### **IMPOSITION DE LA FORTUNE**

###### **Article 21**

###### **Fortune**

1. La fortune constituée par des biens immobiliers visés à l'article 6, que possède un résident d'un Etat contractant et qui sont situés dans l'autre Etat contractant, est imposable dans cet autre Etat.

2. La fortune constituée par des biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant est imposable dans cet autre Etat.

3. La fortune constituée par des navires et des aéronefs exploités en trafic international ainsi que par des biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs n'est imposable que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

4. Tous les autres éléments de la fortune d'un résident d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat.

#### **CHAPITRE V**

##### **ELIMINATION DE LA DOUBLE IMPOSITION**

###### **Article 22**

1. En ce qui concerne la Macédoine, la double imposition est évitée de la manière suivante:

a) Lorsqu'un résident de la Macédoine reçoit des revenus ou possède de la fortune qui, conformément aux dispositions de la présente Convention, sont imposables en Belgique, la Macédoine accorde:

1° sur l'impôt qu'elle perçoit sur les revenus de ce résident, une déduction d'un montant égal à l'impôt sur le revenu payé en Belgique;

2° sur l'impôt qu'elle perçoit sur la fortune de ce résident, une déduction d'un montant égal à l'impôt sur la fortune payé en Belgique.



Dans l'un ou l'autre cas, cette déduction ne peut toutefois excéder la fraction de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur la fortune, calculé avant déduction, qui correspond selon le cas aux revenus ou à la fortune imposables en Belgique.

b) Lorsque, conformément à une disposition quelconque de la Convention, les revenus qu'un résident de la Macédoine reçoit ou la fortune qu'il possède sont exempts d'impôt en Macédoine, la Macédoine peut néanmoins, pour calculer le montant de l'impôt sur le reste des revenus ou de la fortune de ce résident, tenir compte des revenus ou de la fortune exemptés.

2. En ce qui concerne la Belgique:

a) Lorsqu'un résident de la Belgique reçoit des revenus, autres que des dividendes, des intérêts ou des redevances, ou possède des éléments de fortune qui sont imposés en Macédoine conformément aux dispositions de la présente Convention, la Belgique exempte de l'impôt ces revenus ou ces éléments de fortune mais, lorsque ce résident est une personne physique, la Belgique n'exempte de l'impôt ces revenus que dans la mesure où ils ont effectivement imposés en Macédoine.

b) Nonobstant les dispositions du sous-paragraphe a) et toute autre disposition de la Convention, la Belgique tient compte, pour la détermination des taxes additionnelles établies par les communes et les agglomérations belges, des revenus professionnels exemptés de l'impôt en Belgique conformément au sous-paragraphe a). Ces taxes additionnelles sont calculées sur l'impôt qui serait dû en Belgique si les revenus professionnels en question étaient tirés de sources belges.

Lorsque, conformément à une disposition quelconque de la Convention, les revenus reçus ou la fortune possédée par un résident de la Belgique sont exemptés de l'impôt en Belgique, la Belgique peut néanmoins, pour calculer le montant de l'impôt sur le reste du revenu ou de la fortune de ce résident, appliquer le même taux que si les revenus ou les éléments de fortune en question n'avaient pas été exemptés.

c) Les dispositions du sous-paragraphe a) ne s'appliquent pas aux revenus reçus ou à la fortune possédée par un résident de la Belgique lorsque la Macédoine applique les dispositions de la Convention pour exempter d'impôt ces revenus ou cette fortune, ou applique les dispositions de l'article 10, paragraphe 2, ou de l'article 11, paragraphe 2, pour limiter l'imposition de ces revenus.

d) Les dividendes qu'une société qui est un résident de la Belgique reçoit d'une société qui est un résident de la Macédoine sont exemptés de l'impôt des sociétés en Belgique, aux conditions et dans les limites prévues par la législation belge.

e) Lorsqu'une société qui est un résident de la Belgique reçoit d'une société qui est un résident de la Macédoine des dividendes qui ne sont pas exemptés conformément au sous-paragraphe d), ces dividendes sont néanmoins exemptés de l'impôt des sociétés en Belgique si la société qui est un résident de la Macédoine exerce activement en Macédoine une activité d'entreprise effective. Dans ce cas, ces dividendes sont exemptés aux conditions et dans les limites prévues par la législation belge, à l'exception de celles relatives au régime fiscal applicable à la société qui est un résident de la Macédoine ou aux revenus qui servent au paiement des dividendes. La présente disposition s'applique uniquement aux dividendes payés au moyen de revenus générés par l'exercice actif d'une activité d'entreprise.

f) Sous réserve des dispositions de la législation belge relatives à l'imputation sur l'impôt belge des impôts payés à l'étranger, lorsqu'un résident de la Belgique reçoit des éléments de revenu qui sont compris dans son revenu global soumis à l'impôt belge et qui consistent en intérêts ou en redevances, l'impôt macédonien perçu sur ces revenus est imputé sur l'impôt belge afférent auxdits revenus.

g) Lorsque, conformément à la législation belge, des pertes subies par une entreprise exploitée par un résident de la Belgique dans un établissement stable situé en Macédoine ont été effectivement

déduites des bénéfices de cette entreprise pour son imposition en Belgique, l'exemption prévue au sous-paragraphe a) ne s'applique pas en Belgique aux bénéfices d'autres périodes imposables qui sont imputables à cet établissement, dans la mesure où ces bénéfices ont aussi été exemptés d'impôt en Macédoine en raison de leur compensation avec lesdites pertes.

## **CHAPITRE VI**

### **DISPOSITIONS SPECIALES**

#### **Article 23**

##### **Non-discrimination**

1. Les nationaux d'un Etat contractant ne sont soumis dans l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre Etat qui se trouvent dans la même situation, notamment au regard de la résidence. La présente disposition s'applique aussi, nonobstant les dispositions de l'article 1, aux personnes qui ne sont pas des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

2. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant n'est pas établie dans cet autre Etat d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre Etat qui exercent la même activité. La présente disposition ne peut être interprétée comme obligeant un Etat contractant à accorder aux résidents de l'autre Etat contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.

3. A moins que les dispositions de l'article 9, paragraphe 1, de l'article 11, paragraphe 7 ou de l'article 12, paragraphe 6, ne soient applicables, les intérêts, redevances et autres dépenses payés par une entreprise d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination des bénéfices imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à un résident du premier Etat. De même, les dettes d'une entreprise d'un Etat contractant envers un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination de la fortune imposable de cette entreprise, dans les mêmes conditions que si elles avaient été contractées envers un résident du premier Etat.

4. Les entreprises d'un Etat contractant, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre Etat contractant, ne sont soumises dans le premier Etat à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres entreprises similaires du premier Etat.

5. Les dispositions du présent article s'appliquent, nonobstant les dispositions de l'article 2, aux impôts de toute nature ou dénomination.

#### **Article 24**

##### **Procédure amiable**

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un Etat contractant ou par les deux Etats contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la

présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'un ou l'autre des Etats contractants. Le cas doit être soumis dans les trois ans qui suivent la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.

2. L'autorité compétente s'efforce, si la requête lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la Convention. L'accord est appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des Etats contractants.

3. Les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention.

4. Les autorités compétentes des Etats contractants conviennent des mesures administratives nécessaires à l'exécution des dispositions de la Convention et notamment des justifications à fournir par les résidents de chaque Etat contractant pour bénéficier dans l'autre Etat des exemptions ou réductions d'impôts prévues dans la Convention.

5. Les autorités compétentes des Etats contractants communiquent directement entre elles pour l'application de la Convention.

## Article 25

### Echange de renseignements

1. Les autorités compétentes des Etats contractants échangent les renseignements vraisemblablement pertinents pour appliquer les dispositions de la présente Convention ou pour l'administration ou l'application de la législation interne relative aux impôts de toute nature ou dénomination perçus par ou pour le compte des Etats contractants dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par les articles 1 et 2. En outre, en ce qui concerne les impôts visés, les autorités compétentes des Etats contractants engageront, si nécessaire, des négociations en vue de modifier ou d'étendre le champ d'application du présent article.

2. Les renseignements reçus en vertu du paragraphe 1 par un Etat contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet Etat et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts mentionnés au paragraphe 1, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts, ou par le contrôle de ce qui précède. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent révéler ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements. Nonobstant ce qui précède, les renseignements reçus par un Etat contractant peuvent être utilisés à d'autres fins lorsque cette possibilité résulte des lois des deux Etats et lorsque l'autorité compétente de l'Etat qui fournit les renseignements autorise cette utilisation.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation:

a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat contractant;

b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat contractant;

c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

4. Si des renseignements sont demandés par un Etat contractant conformément au présent article, l'autre Etat contractant utilise les pouvoirs dont il dispose pour obtenir les renseignements demandés, même s'il n'en a pas besoin à ses propres fins fiscales. L'obligation qui figure dans la phrase précédente est soumise aux limitations prévues au paragraphe 3 sauf si ces limitations sont susceptibles d'empêcher un Etat contractant de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux-ci ne présentent pas d'intérêt pour lui dans le cadre national.

5. Les dispositions du paragraphe 3 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme permettant à un Etat contractant de refuser de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux-ci sont détenus par une banque, un autre établissement financier, une fondation, un mandataire ou une personne agissant en tant qu'agent ou fiduciaire ou parce que ces renseignements se rattachent aux droits de propriété d'une personne ou d'une fondation.

## **Article 26**

### **Limitation des avantages**

Nonobstant les dispositions de tout autre article de la présente Convention, aucune réduction ou exemption d'impôt prévue dans la Convention n'est appliquée à des revenus payés en relation avec un montage artificiel. Un montage n'est pas considéré comme artificiel s'il répond à des besoins légitimes de caractère financier ou économique et est mis en place pour des motifs économiques valables.

## **Article 27**

### **Membres des missions diplomatiques et postes consulaires**

1. Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les membres des missions diplomatiques ou postes consulaires en vertu soit des règles générales du droit international, soit des dispositions d'accords particuliers.

2. Aux fins de la Convention, les membres des missions diplomatiques ou postes consulaires d'un Etat contractant accrédités dans l'autre Etat contractant ou dans un Etat tiers, qui ont la nationalité de l'Etat accréditant, sont réputés être des résidents dudit Etat s'ils y sont soumis aux mêmes obligations, en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, que les résidents de cet Etat.

3. La Convention ne s'applique pas aux organisations internationales, à leurs organes ou à leurs fonctionnaires, ni aux personnes qui sont membres des missions diplomatiques ou postes consulaires d'un Etat tiers, lorsqu'ils se trouvent sur le territoire d'un Etat contractant et ne sont pas traités comme des résidents dans l'un ou l'autre Etat contractant en matière d'impôts sur le revenu ou sur la fortune.

## **CHAPITRE VII**

### **DISPOSITIONS FINALES**

#### **Article 28**

##### **Entrée en vigueur**

1. Chacun des Etats contractants notifiera à l'autre, par la voie diplomatique, l'accomplissement des procédures requises par sa législation interne pour l'entrée en vigueur de la présente Convention. La présente Convention entrera en vigueur à la date de la seconde de ces notifications et ses dispositions seront applicables:

a) dans le cas de la Macédoine

1° en ce qui concerne les impôts retenus à la source, aux revenus payés ou attribués à partir du 1er janvier de l'année civile qui suit immédiatement celle de l'entrée en vigueur de la Convention;

2° en ce qui concerne les autres impôts sur le revenu et les impôts sur la fortune, aux revenus perçus ou à la fortune possédée au cours de toute période imposable commençant à partir du 1er janvier de l'année civile qui suit immédiatement celle de l'entrée en vigueur de la Convention;

3° en ce qui concerne les autres impôts, aux impôts dus au titre d'événements imposables se produisant à partir du 1er janvier de l'année civile qui suit immédiatement celle de l'entrée en vigueur de la Convention.

b) dans le cas de la Belgique

1° aux impôts dus à la source sur les revenus attribués ou mis en paiement à partir du 1er janvier de l'année civile qui suit immédiatement celle de l'entrée en vigueur de la Convention;

2° aux autres impôts établis sur des revenus de périodes imposables commençant à partir du 1er janvier de l'année civile qui suit immédiatement celle de l'entrée en vigueur de la Convention;

3° aux impôts sur la fortune établis sur des éléments de fortune existant à partir du 1er janvier de l'année civile qui suit immédiatement celle de l'entrée en vigueur de la Convention;

4° en ce qui concerne les autres impôts, aux impôts dus au titre d'événements imposables se produisant à partir du 1er janvier de l'année civile qui suit immédiatement celle de l'entrée en vigueur de la Convention.

2. La Convention entre la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie et le Royaume de Belgique tendant à éviter la double imposition des revenus et de la fortune, signée le 21 novembre 1980, cessera de s'appliquer, dans les relations entre la Macédoine et la Belgique, aux impôts auxquels les dispositions de la présente Convention s'appliquent conformément aux dispositions du paragraphe 1.

3. Les dispositions de l'article 4 de l'Accord entre le Gouvernement macédonien et l'Union économique belgo-luxembourgeoise concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, fait à Bruxelles le 17 février 1999, ne s'appliqueront pas aux impôts sur le revenu et sur la fortune à l'égard desquels la présente Convention produit ses effets.

## Article 29

### Dénonciation

1. La présente Convention demeurera en vigueur tant qu'elle n'aura pas été dénoncée par un Etat contractant.

2. Chacun des Etats contractants pourra, jusqu'au 30 juin inclus de toute année civile à partir de la cinquième année suivant celle de l'entrée en vigueur de la Convention, la dénoncer, par écrit et par la voie diplomatique, à l'autre Etat contractant. En cas de dénonciation avant le 1er juillet d'une telle année, la Convention cessera de s'appliquer:

a) dans le cas de la Macédoine

1° en ce qui concerne les impôts retenus à la source, aux revenus payés ou attribués à partir du 1er janvier de l'année civile qui suit immédiatement celle de la dénonciation;

2° en ce qui concerne les autres impôts sur le revenu et les impôts sur la fortune, aux revenus perçus ou à la fortune possédée au cours de toute période imposable commençant à partir du 1er janvier de l'année civile qui suit immédiatement celle de la dénonciation;

3° en ce qui concerne les autres impôts, aux impôts dus au titre d'événements imposables se produisant à partir du 1er janvier de l'année civile qui suit immédiatement celle de la dénonciation.

b) dans le cas de la Belgique

1° aux impôts dus à la source sur les revenus attribués ou mis en paiement à partir du 1er janvier de l'année civile qui suit immédiatement celle de la dénonciation;

2° aux autres impôts établis sur des revenus de périodes imposables commençant à partir du 1er janvier de l'année civile qui suit immédiatement celle de la dénonciation;

3° aux impôts sur la fortune établis sur des éléments de fortune existant à partir du 1er janvier de l'année civile qui suit immédiatement celle de la dénonciation;

4° en ce qui concerne les autres impôts, aux impôts dus au titre d'événements imposables se produisant à partir du 1er janvier de l'année civile qui suit immédiatement celle de la dénonciation.

**EN FOI DE QUOI**, les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

**FAIT** à Bruxelles, le 6 juillet 2010, en double exemplaire, en langues française, néerlandaise, macédonienne et anglaise. Le texte en langue anglaise prévaudra en cas de divergence entre les textes.

## PROTOCOLE

Au moment de procéder à la signature de la Convention entre le Gouvernement belge et le Gouvernement macédonien tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et à prévenir la fraude fiscale, les soussignés sont convenus des dispositions suivantes qui font partie intégrante de la Convention.

1. Pour l'interprétation des dispositions de la Convention qui sont identiques ou analogues à celles du Modèle de Convention fiscale de l'OCDE, les administrations fiscales des Etats contractants s'efforcent de suivre les principes généraux des Commentaires sur les articles de ce Modèle de Convention pour autant que les Etats contractants n'aient pas inséré dans ces Commentaires des observations faisant état d'un désaccord avec ces principes et dans la mesure où les Etats contractants ne conviennent pas d'une interprétation divergente dans le cadre de l'article 24, paragraphe 3.

2. Ad article 2, paragraphe 3, b):

Il est entendu que les impôts belges visés à l'article 2, paragraphe 3, b) comprennent les précomptes et les additionnels auxdits impôts et précomptes.

3. Ad article 12, paragraphe 3:

Pour l'application de l'article 12, paragraphe 3, de la Convention, les rémunérations payées pour une assistance ou des services techniques ne sont pas considérées comme des rémunérations payées pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique, mais sont imposables conformément aux dispositions de l'article 7.

4. Ad article 14, paragraphe 1:

Il est entendu qu'un emploi salarié est exercé dans un Etat contractant lorsque l'activité au titre de laquelle les salaires, traitements et autres rémunérations similaires sont payés est effectivement exercée dans cet Etat. L'activité est effectivement exercée dans cet Etat lorsque le salarié est physiquement présent dans cet Etat pour y exercer cette activité.

5. Ad articles 14 et 15:

Il est entendu qu'une compensation payée en raison de la cessation d'un emploi, ou d'un mandat dans une société, est imposable dans l'Etat contractant où l'emploi est exercé, ou dont la société est un résident, si et dans la mesure où les salaires ou rétributions reçus durant l'année civile précédant la cessation de cet emploi ou de ce mandat au titre de cet emploi ou de ce mandat sont imposables dans cet Etat conformément aux dispositions de l'article 14 ou de l'article 15, selon le cas.

6. Ad article 20, paragraphe 3 et article 22, paragraphe 2, a):

Pour l'application de l'article 20, paragraphe 3 et de l'article 22, paragraphe 2, a), un élément de revenu est effectivement imposé dans un Etat contractant lorsque cet élément de revenu est soumis à l'impôt dans cet Etat contractant et n'y bénéficie pas d'une exemption d'impôt en tant que tel.

7. Ad article 22, paragraphe 2, a):

Pour l'application de l'article 22, paragraphe 2, a), un élément de revenu est imposé en Macédoine lorsque cet élément de revenu y est soumis au régime fiscal qui lui est normalement applicable en vertu de la législation fiscale macédonienne.

8. Ad article 22, paragraphe 2, a) et e):

a) Pour l'application de l'article 22, paragraphe 2, a), lorsqu'une société qui est un résident de la Belgique reçoit des revenus qui sont exemptés d'impôt en Macédoine en vertu de la Loi sur les zones de développement technologique et industriel (Law on Technological Industrial Development Zones), ces revenus ne sont considérés comme imposés en Macédoine que s'ils sont tirés de l'exercice actif d'une activité d'entreprise en Macédoine.

b) Dans le cas de revenus, ou de bénéfices à partir desquels sont distribués des dividendes, tirés en Macédoine d'activités financières, de holding ou de services et exemptés d'impôt en Macédoine, l'article 22, paragraphe 2, a) et e) s'applique aux sociétés à condition que ces revenus ou bénéfices ne comprennent pas d'éléments qui ont été déduits de revenus ou bénéfices imposables en Belgique.

c) L'article 22, paragraphe 2, a) et e) n'est pas applicable à un résident de la Belgique si les activités ou les investissements de ce résident en Macédoine ont pour principal objectif de bénéficier abusivement de ces dispositions, c'est-à-dire lorsque ces activités ou investissements ne répondent pas à des besoins légitimes de caractère financier ou économique et que les activités sont exercées ou les investissements effectués pour des motifs fiscaux. Ceci est notamment le cas lorsque, avant la fin ou après l'expiration de la période durant laquelle l'exemption de l'impôt macédonien visée aux sous-paragraphes a) et b) de la présente disposition est accordée à une société qui est un résident de la Macédoine ou à un établissement stable qu'un résident de la Belgique a en Macédoine, une entreprise associée, au sens de l'article 9, audit résident de la Macédoine ou de la Belgique, selon le cas, reprend les activités de la société ou de l'établissement stable pour bénéficier en Macédoine d'une nouvelle période d'exemption des bénéfices tirés de ces activités.

**EN FOI DE QUOI**, les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé le présent Protocole.

**FAIT** à Bruxelles, le 6 juillet 2010, en double exemplaire, en langues française, néerlandaise, macédonienne et anglaise. Le texte en langue anglaise prévaudra en cas de divergence entre les textes.



**OVEREENKOMST**  
**TUSSEN**  
**DE BELGISCHE REGERING**  
**EN**  
**DE MACEDONISCHE REGERING**  
**TOT HET VERMIJDEN VAN DUBBELE BELASTING**  
**INZAKE BELASTINGEN NAAR HET INKOMEN**  
**EN NAAR HET VERMOGEN**  
**EN TOT HET VOORKOMEN VAN HET ONTDUIKEN VAN BELASTING**

**OVEREENKOMST  
TUSSEN  
DE BELGISCHE REGERING  
EN  
DE MACEDONISCHE REGERING  
TOT HET VERMIJDEN VAN DUBBELE BELASTING  
INZAKE BELASTINGEN NAAR HET INKOMEN  
EN NAAR HET VERMOGEN  
EN TOT HET VOORKOMEN VAN HET ONTDUIKEN VAN BELASTING**

**DE BELGISCHE REGERING**

**EN**

**DE MACEDONISCHE REGERING,**

**WENSENDE** een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen en tot het voorkomen van het ontduiken van belasting, zijn het volgende overeengekomen:

## **HOOFDSTUK I**

### **WERKINGSSFEER VAN DE OVEREENKOMST**

#### **Artikel 1**

##### **Personen op wie de Overeenkomst van toepassing is**

Deze Overeenkomst is van toepassing op personen die inwoner zijn van een overeenkomstsluitende Staat of van beide overeenkomstsluitende Staten.

#### **Artikel 2**

##### **Belastingen waarop de Overeenkomst van toepassing is**

1. Deze Overeenkomst is van toepassing op belastingen naar het inkomen en naar het vermogen die, ongeacht de wijze van heffing, worden geheven ten behoeve van een overeenkomstsluitende Staat of van de staatkundige onderdelen of plaatselijke gemeenschappen daarvan.

2. Als belastingen naar het inkomen en naar het vermogen worden beschouwd alle belastingen die worden geheven naar het gehele inkomen, naar het gehele vermogen, of naar bestanddelen van het inkomen of van het vermogen, daaronder begrepen belastingen naar voordelen verkregen uit de vervreemding van roerende of onroerende goederen, belastingen naar het totale bedrag van de door ondernemingen betaalde lonen of salarissen, alsmede belastingen naar waardevermeerdering.

3. De bestaande belastingen waarop de Overeenkomst van toepassing is, zijn met name:

a) in Macedonië:

1° de belasting naar het inkomen van personen (“the personal income tax”);

2° de winstbelasting (“the profit tax”);

3° de vermogensbelasting (“the property tax”);

(hierna te noemen “Macedonische belasting”);

b) in België:

1° de personenbelasting;

2° de vennootschapsbelasting;

3° de rechtspersonenbelasting;

4° de belasting van niet-inwoners;

(hierna te noemen “Belgische belasting”).

4. De Overeenkomst is ook van toepassing op alle gelijke of in wezen gelijksoortige belastingen die na de datum van de ondertekening van de Overeenkomst naast of in de plaats van de bestaande belastingen worden geheven. De bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten delen elkaar alle belangrijke wijzigingen mede die in hun belastingwetten zijn aangebracht.

## **HOOFDSTUK II**

### **BEGRIPSBEPALINGEN**

#### **Artikel 3**

##### **Algemene bepalingen**

1. Voor de toepassing van deze Overeenkomst, tenzij het zinsverband anders vereist:
  - a) 1° betekent de uitdrukking “Macedonië”, in aardrijkskundig verband gebruikt, het grondgebied van Macedonië en de wateren en de bodem van de binnenlandse meren waarover het, op grond van de interne rechtspraak en van het internationaal recht, jurisdictie of soevereine rechten heeft voor het onderzoek naar en de ontginning, het behoud en het beheer van de natuurlijke rijkdommen;
  - 2° betekent de uitdrukking “België”, in aardrijkskundig verband gebruikt, het grondgebied van België, daarin begrepen de territoriale zee en de maritieme zones en de luchtgebieden waarover het Koninkrijk België, in overeenstemming met het internationaal recht, soevereine rechten of zijn jurisdictie uitoefent;
  - b) betekenen de uitdrukkingen “een overeenkomstsluitende Staat” en “de andere overeenkomstsluitende Staat”, België of Macedonië, al naar het zinsverband vereist;
  - c) omvat de uitdrukking “persoon” een natuurlijke persoon, een vennootschap en elke andere vereniging van personen;
  - d) betekent de uitdrukking “vennootschap” elke rechtspersoon of elke entiteit die voor de belastingheffing als een rechtspersoon wordt behandeld;
  - e) heeft de uitdrukking “onderneming” betrekking op het uitoefenen van eender welk bedrijf;
  - f) betekenen de uitdrukkingen “onderneming van een overeenkomstsluitende Staat” en “onderneming van de andere overeenkomstsluitende Staat” onderscheidenlijk een onderneming gedreven door een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat en een onderneming gedreven door een inwoner van de andere overeenkomstsluitende Staat;
  - g) betekent de uitdrukking “internationaal verkeer” elk vervoer door een schip of door een luchtvaartuig dat wordt geëxploiteerd door een onderneming die haar plaats van werkelijke leiding in een overeenkomstsluitende Staat heeft, behalve indien het schip of luchtvaartuig enkel wordt geëxploiteerd tussen in de andere overeenkomstsluitende Staat gelegen plaatsen;
  - h) betekent de uitdrukking “bevoegde autoriteit”:
    - 1° in Macedonië, het Ministerie van Financiën of de bevoegde vertegenwoordiger ervan, en
    - 2° in België, de Minister van Financiën of zijn bevoegde vertegenwoordiger;
  - i) betekent de uitdrukking “onderdaan” met betrekking tot een overeenkomstsluitende Staat:
    - 1° elke natuurlijke persoon die de nationaliteit van die overeenkomstsluitende Staat bezit; en

2° elke rechtspersoon, personenvennootschap of vereniging die zijn of haar rechtspositie als zodanig ontleent aan de wetgeving welke in die overeenkomstsluitende Staat van kracht is;

j) omvat de uitdrukking “bedrijf” het uitoefenen van een vrij beroep en het uitoefenen van andere werkzaamheden van zelfstandige aard.

2. Voor de toepassing van de Overeenkomst op enig ogenblik door een overeenkomstsluitende Staat heeft, tenzij het zinsverband anders vereist, elke niet erin omschreven uitdrukking de betekenis welke die uitdrukking op dat ogenblik heeft volgens de wetgeving van die Staat met betrekking tot de belastingen waarop de Overeenkomst van toepassing is. Elke betekenis overeenkomstig de toepasselijke belastingwetgeving van die Staat heeft voorrang op de betekenis welke aan die uitdrukking wordt gegeven overeenkomstig de andere wetten van die Staat.

#### **Artikel 4**

##### **Inwoner**

1. Voor de toepassing van deze Overeenkomst betekent de uitdrukking “inwoner van een overeenkomstsluitende Staat” iedere persoon die, ingevolge de wetgeving van die Staat, aldaar aan belasting is onderworpen op grond van zijn woonplaats, verblijf, plaats van oprichting, plaats van leiding of enige andere soortgelijke omstandigheid, en omvat zij eveneens die Staat en elke politieke onderverdeling of plaatselijke gemeenschap daarvan. Die uitdrukking omvat echter niet personen die in die Staat alleen ter zake van inkomsten uit in die Staat gelegen bronnen of ter zake van aldaar gelegen vermogen aan belasting zijn onderworpen.

2. Indien een natuurlijke persoon ingevolge de bepalingen van paragraaf 1 inwoner van beide overeenkomstsluitende Staten is, wordt zijn toestand op de volgende wijze geregeld:

a) hij wordt geacht alleen inwoner te zijn van de Staat waar hij een duurzaam tehuis tot zijn beschikking heeft; indien hij in beide Staten een duurzaam tehuis tot zijn beschikking heeft, wordt hij geacht alleen inwoner te zijn van de Staat waarmede zijn persoonlijke en economische betrekkingen het nauwst zijn (middelpunt van de levensbelangen);

b) indien niet kan worden bepaald in welke Staat hij het middelpunt van zijn levensbelangen heeft of indien hij in geen van de Staten een duurzaam tehuis tot zijn beschikking heeft, wordt hij geacht alleen inwoner te zijn van de Staat waar hij gewoonlijk verblijft;

c) indien hij gewoonlijk verblijft in beide Staten of in geen van beide, wordt hij geacht alleen inwoner te zijn van de Staat waarvan hij onderdaan is;

d) indien hij onderdaan is van beide Staten of van geen van beide, regelen de bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten de aangelegenheid in onderlinge overeenstemming.

3. Indien een andere dan een natuurlijke persoon ingevolge de bepalingen van paragraaf 1 inwoner is van beide overeenkomstsluitende Staten, wordt hij geacht enkel inwoner te zijn van de Staat waar de plaats van zijn werkelijke leiding is gelegen.

## Artikel 5

### Vaste inrichting

1. Voor de toepassing van deze Overeenkomst betekent de uitdrukking “vaste inrichting” een vaste bedrijfsinrichting met behulp waarvan de werkzaamheden van een onderneming geheel of gedeeltelijk worden uitgeoefend.
2. De uitdrukking “vaste inrichting” omvat in het bijzonder:
  - a) een plaats waar leiding wordt gegeven;
  - b) een filiaal;
  - c) een kantoor;
  - d) een fabriek;
  - e) een werkplaats; en
  - f) een mijn, een olie- of gasbron, een steengroeve of enige andere plaats waar natuurlijke rijkdommen worden gewonnen.
3. De plaats van uitvoering van een bouwwerk of van constructie- of installatiewerkzaamheden is slechts dan een vaste inrichting indien de duur daarvan twaalf maanden overschrijdt.
4. Niettegenstaande de voorgaande bepalingen van dit artikel wordt een “vaste inrichting” niet aanwezig geacht indien:
  - a) gebruik wordt gemaakt van inrichtingen, uitsluitend voor de opslag, uitstalling of levering van aan de onderneming toebehorende goederen;
  - b) een voorraad van aan de onderneming toebehorende goederen wordt aangehouden, uitsluitend voor de opslag, uitstalling of levering ervan;
  - c) een voorraad van aan de onderneming toebehorende goederen wordt aangehouden, uitsluitend voor de bewerking of verwerking door een andere onderneming;
  - d) een vaste bedrijfsinrichting wordt aangehouden, uitsluitend om voor de onderneming goederen aan te kopen of inlichtingen in te winnen;
  - e) een vaste bedrijfsinrichting wordt aangehouden, uitsluitend om voor de onderneming andere werkzaamheden die van voorbereidende aard zijn of het karakter van hulpwerkzaamheden hebben, te verrichten;
  - f) een vaste bedrijfsinrichting wordt aangehouden, uitsluitend om verscheidene van de in de subparagrafen a) tot e) vermelde werkzaamheden te verrichten, op voorwaarde dat het geheel van de werkzaamheden van de vaste bedrijfsinrichting van voorbereidende aard is of het karakter van hulpwerkzaamheden heeft.
5. Indien een persoon - niet zijnde een onafhankelijke vertegenwoordiger op wie paragraaf 6 van toepassing is - voor een onderneming werkzaam is en in een overeenkomstsluitende Staat een machtiging bezit om namens de onderneming overeenkomsten af te sluiten en dit recht aldaar gewoonlijk uitoefent, wordt die onderneming, niettegenstaande de bepalingen van de paragrafen 1 en 2, geacht een vaste inrichting in die Staat te hebben voor alle werkzaamheden welke deze persoon voor de onderneming verricht, tenzij de werkzaamheden van die persoon beperkt blijven tot de in paragraaf 4 vermelde werkzaamheden die, indien zij met behulp van een vaste bedrijfsinrichting zouden worden verricht, die vaste bedrijfsinrichting niet tot een vaste inrichting zouden stempelen ingevolge de bepalingen van die paragraaf.

6. Een onderneming wordt niet geacht een vaste inrichting in een overeenkomstsluitende Staat te bezitten op grond van de enkele omstandigheid dat zij aldaar zaken doet door middel van een makelaar, een algemeen commissionair of enige andere onafhankelijke vertegenwoordiger, op voorwaarde dat deze personen in de normale uitoefening van hun bedrijf handelen.

7. De enkele omstandigheid dat een vennootschap die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat, een vennootschap beheerst of wordt beheerst door een vennootschap die inwoner is van de andere overeenkomstsluitende Staat of die in die andere Staat zaken doet (hetzij met behulp van een vaste inrichting, hetzij op andere wijze), stempelt één van beide vennootschappen niet tot een vaste inrichting van de andere.

### **HOOFDSTUK III**

#### **BELASTINGHEFFING NAAR HET INKOMEN**

##### **Artikel 6**

##### **Inkomsten uit onroerende goederen**

1. Inkomsten die een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat verkrijgt uit in de andere overeenkomstsluitende Staat gelegen onroerende goederen (inkomsten uit landbouw- of bosbedrijven daaronder begrepen) mogen in die andere Staat worden belast.

2. De uitdrukking “onroerende goederen” heeft de betekenis die daaraan wordt toegekend door het recht van de overeenkomstsluitende Staat waar de desbetreffende goederen zijn gelegen. De uitdrukking omvat in ieder geval de goederen die bij de onroerende goederen behoren, levende en dode have van landbouw- en bosbedrijven, rechten waarop de bepalingen van het privaatrecht betreffende de grondeigendom van toepassing zijn, vruchtgebruik van onroerende goederen en rechten op veranderlijke of vaste vergoedingen ter zake van de exploitatie, of het recht tot exploitatie, van minerale aardlagen, bronnen en andere bodemrijksdommen; schepen en luchtvaartuigen worden niet als onroerende goederen beschouwd.

3. De bepalingen van paragraaf 1 zijn van toepassing op inkomsten verkregen uit de rechtstreekse exploitatie of het rechtstreekse genot, uit het verhuren of verpachten, of uit elke andere vorm van exploitatie van onroerende goederen.

4. De bepalingen van de paragrafen 1 en 3 zijn ook van toepassing op inkomsten uit onroerende goederen van een onderneming.

##### **Artikel 7**

##### **Ondernemingswinst**

1. Winst van een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat is slechts in die Staat belastbaar, tenzij de onderneming in de andere overeenkomstsluitende Staat haar bedrijf uitoefent met behulp van een aldaar gevestigde vaste inrichting. Indien de onderneming aldus haar bedrijf uitoefent, mag de winst van de onderneming in de andere Staat worden belast, maar slechts in zoverre als zij aan die vaste inrichting kan worden toegerekend.

2. Onder voorbehoud van de bepalingen van paragraaf 3 wordt, indien een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat in de andere overeenkomstsluitende Staat haar bedrijf uitoefent met behulp van een aldaar gevestigde vaste inrichting, in elke overeenkomstsluitende Staat aan die vaste inrichting de winst toegerekend die zij geacht zou kunnen worden te behalen indien zij een onafhankelijke onderneming zou zijn, die dezelfde of soortgelijke werkzaamheden zou uitoefenen onder dezelfde of soortgelijke omstandigheden en die geheel onafhankelijk zou handelen.
3. Bij de bepaling van de winst van een vaste inrichting worden in aftrek toegelaten kosten, daaronder begrepen kosten van leiding en algemene beheerskosten, die ten behoeve van de vaste inrichting zijn gemaakt, hetzij in de Staat waar de vaste inrichting is gevestigd, hetzij elders.
4. Voor zover het in een overeenkomstsluitende Staat gebruikelijk is de aan een vaste inrichting toe te rekenen winst te bepalen op basis van een verdeling van de totale winst van de onderneming over haar verschillende delen, belet paragraaf 2 die overeenkomstsluitende Staat niet de te belasten winst te bepalen volgens de gebruikelijke verdeling; de gevolgde methode van verdeling moet echter zodanig zijn dat het resultaat in overeenstemming is met de in dit artikel neergelegde beginselen.
5. Geen winst wordt aan een vaste inrichting toegerekend enkel op grond van aankoop door die vaste inrichting van goederen voor de onderneming.
6. Voor de toepassing van de voorgaande paragrafen wordt de aan de vaste inrichting toe te rekenen winst van jaar tot jaar volgens dezelfde methode bepaald, tenzij er een goede en genoegzame reden bestaat om hiervan af te wijken.
7. Indien in de winst inkomstenbestanddelen zijn begrepen die afzonderlijk in andere artikelen van deze Overeenkomst worden behandeld, worden de bepalingen van die artikelen niet aangetast door de bepalingen van dit artikel.

## **Artikel 8**

### **Internationaal vervoer**

1. Winst uit de exploitatie van schepen of luchtvaartuigen in internationaal verkeer is slechts belastbaar in de overeenkomstsluitende Staat waar de plaats van de werkelijke leiding van de onderneming is gelegen.
2. Voor de toepassing van dit artikel omvat winst verkregen uit de exploitatie van schepen of luchtvaartuigen in internationaal verkeer met name:
  - a) winst uit het verhuren met volledige uitrusting, bemanning en voorraden, van schepen of luchtvaartuigen die in internationaal verkeer worden gebruikt;
  - b) winst uit het verhuren van onbemande schepen of luchtvaartuigen indien die verhuring een bijkomstige activiteit is voor de onderneming die werkzaam is in internationaal verkeer;
  - c) winst uit het verhuren van laadkisten indien die verhuring een bijkomstige werkzaamheid is voor de onderneming die werkzaam is in internationaal verkeer.
3. Indien de plaats van de werkelijke leiding van een zeescheepvaartonderneming zich aan boord van een schip bevindt, wordt deze plaats geacht te zijn gelegen in de overeenkomstsluitende Staat waar het schip zijn thuishaven heeft, of, indien er geen thuishaven is, in de overeenkomstsluitende Staat waarvan de exploitant van het schip inwoner is.



4. De bepalingen van paragraaf 1 zijn ook van toepassing op winst verkregen uit de deelneming in een pool, een gemeenschappelijk bedrijf of een internationaal bedrijfslichaam.

## **Artikel 9**

### **Afhankelijke ondernemingen**

1. Indien

a) een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat onmiddellijk of middellijk deelneemt aan de leiding van, aan het toezicht op, dan wel in het kapitaal van een onderneming van de andere overeenkomstsluitende Staat, of

b) dezelfde personen onmiddellijk of middellijk deelnemen aan de leiding van, aan het toezicht op, dan wel in het kapitaal van een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat en van een onderneming van de andere overeenkomstsluitende Staat,

en, in het ene of in het andere geval, tussen de twee ondernemingen in hun handelsbetrekkingen of financiële betrekkingen, voorwaarden worden overeengekomen of opgelegd die afwijken van die welke zouden worden overeengekomen tussen onafhankelijke ondernemingen, mag winst die één van de ondernemingen zonder deze voorwaarden zou hebben behaald maar ten gevolge van die voorwaarden niet heeft behaald, worden begrepen in de winst van die onderneming en dienovereenkomstig worden belast.

2. Indien een overeenkomstsluitende Staat in de winst van een onderneming van die Staat winst opneemt - en dienovereenkomstig belast - ter zake waarvan een onderneming van de andere overeenkomstsluitende Staat in die andere Staat is belast, en de aldus opgenomen winst winst is die de onderneming van de eerstgenoemde Staat zou hebben behaald indien tussen de twee ondernemingen zodanige voorwaarden zouden zijn overeengekomen als tussen onafhankelijke ondernemingen zouden zijn overeengekomen, herziet de andere Staat op de wijze welke die Staat passend acht het bedrag aan belasting dat aldaar over die winst is geheven. Bij deze herziening wordt rekening gehouden met de overige bepalingen van deze Overeenkomst en, indien nodig, plegen de bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten overleg met elkaar.

3. De bepalingen van paragraaf 2 zijn niet van toepassing wanneer een of meer transacties, die tot een herziening van de winst overeenkomstig paragraaf 1 leiden, volgens een gerechtelijke beslissing als frauduleus beschouwd worden.

## **Artikel 10**

### **Dividenden**

1. Dividenden betaald door een vennootschap die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat aan een inwoner van de andere overeenkomstsluitende Staat, mogen in die andere Staat worden belast.

2. Deze dividenden mogen echter ook in de overeenkomstsluitende Staat waarvan de vennootschap die de dividenden betaalt inwoner is overeenkomstig de wetgeving van die Staat worden belast, maar indien de uiteindelijk gerechtigde tot de dividenden inwoner is van de andere overeenkomstsluitende Staat, mag de aldus geheven belasting niet hoger zijn dan:

- a) 5 percent van het brutobedrag van de dividenden indien de uiteindelijk gerechtigde een vennootschap is die onmiddellijk ten minste 10 percent bezit van het kapitaal van de vennootschap die de dividenden betaalt;
- b) 15 percent van het brutobedrag van de dividenden in alle andere gevallen.

Niettegenstaande de voorgaande bepalingen van deze paragraaf worden dividenden niet belast in de overeenkomstsluitende Staat waarvan de vennootschap die de dividenden betaalt inwoner is indien de uiteindelijk gerechtigde tot de dividenden een vennootschap is die inwoner is van de andere overeenkomstsluitende Staat en die op het tijdstip waarop de dividenden worden betaald gedurende een ononderbroken tijdperk van ten minste twaalf maanden onmiddellijk of middellijk ten minste 25 % bezit van het kapitaal van de vennootschap die de dividenden betaalt.

Deze paragraaf laat onverlet de belastingheffing van de vennootschap ter zake van de winst waaruit de dividenden worden betaald.

3. De uitdrukking “dividenden”, zoals gebezigd in dit artikel, betekent inkomsten uit aandelen, winstaandelen of winstbewijzen, mijnaandelen, oprichtersaandelen of andere rechten op een aandeel in de winst, met uitzondering van schuldvorderingen, alsmede inkomsten die volgens de belastingwetgeving van de Staat waarvan de uitkerende vennootschap inwoner is op dezelfde wijze als inkomsten uit aandelen in de belastingheffing worden betrokken.

4. De bepalingen van de paragrafen 1 en 2 zijn niet van toepassing indien de uiteindelijk gerechtigde tot de dividenden, die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat, in de andere overeenkomstsluitende Staat waarvan de vennootschap die de dividenden betaalt inwoner is, een bedrijf uitoefent met behulp van een aldaar gevestigde vaste inrichting en het aandelenbezit uit hoofde waarvan de dividenden worden betaald met die vaste inrichting wezenlijk is verbonden. In dat geval zijn de bepalingen van artikel 7 van toepassing.

5. Indien een vennootschap die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat winst of inkomsten verkrijgt uit de andere overeenkomstsluitende Staat, mag die andere Staat geen belasting heffen op dividenden die door de vennootschap worden betaald, behalve voor zover die dividenden aan een inwoner van die andere Staat worden betaald of voor zover het aandelenbezit uit hoofde waarvan de dividenden worden betaald wezenlijk is verbonden met een in die andere Staat gelegen vaste inrichting, noch de niet-uitgedeelde winst van de vennootschap onderwerpen aan een belasting op niet-uitgedeelde winst, zelfs indien de betaalde dividenden of de niet-uitgedeelde winst geheel of gedeeltelijk bestaan uit winst of inkomsten die uit die andere Staat afkomstig zijn.

## **Artikel 11**

### **Interest**

1. Interest afkomstig uit een overeenkomstsluitende Staat en betaald aan een inwoner van de andere overeenkomstsluitende Staat mag in die andere Staat worden belast.

2. Deze interest mag echter ook in de overeenkomstsluitende Staat waaruit hij afkomstig is overeenkomstig de wetgeving van die Staat worden belast, maar indien de uiteindelijk gerechtigde tot de interest inwoner is van de andere overeenkomstsluitende Staat, mag de aldus geheven belasting niet hoger zijn dan 10 percent van het brutobedrag van de interest.

3. Niettegenstaande de bepalingen van paragraaf 2 is interest in de overeenkomstsluitende Staat waaruit hij afkomstig is vrijgesteld indien het gaat om:

a) interest betaald uit hoofde van een lening die is toegestaan of een krediet dat is verleend door een onderneming aan een andere onderneming;

b) interest betaald aan de andere overeenkomstsluitende Staat of aan een staatkundig onderdeel, een plaatselijke gemeenschap of een openbare instelling van die Staat.

4. De uitdrukking “interest”, zoals gebezigd in dit artikel, betekent inkomsten uit schuldvorderingen van welke aard ook, al dan niet gewaarborgd door hypotheek en al dan niet aanspraak gevend op een aandeel in de winst van de schuldenaar, en in het bijzonder inkomsten uit overheidsleningen en obligaties, daaronder begrepen premies en loten op die effecten. Voor de toepassing van dit artikel omvat de uitdrukking “interest” echter niet boeten voor laattijdige betaling noch interest die overeenkomstig artikel 10, paragraaf 3, als dividenden wordt behandeld.

5. De bepalingen van de paragrafen 1, 2 en 3 zijn niet van toepassing indien de uiteindelijk gerechtigde tot de interest, die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat, in de andere overeenkomstsluitende Staat waaruit de interest afkomstig is, een bedrijf uitoefent met behulp van een aldaar gevestigde vaste inrichting en de schuldvordering uit hoofde waarvan de interest is verschuldigd met die vaste inrichting wezenlijk is verbonden. In dat geval zijn de bepalingen van artikel 7 van toepassing.

6. Interest wordt geacht uit een overeenkomstsluitende Staat afkomstig te zijn indien de schuldenaar een inwoner van die Staat is. Indien evenwel de schuldenaar van de interest, ongeacht of hij inwoner van een overeenkomstsluitende Staat is of niet, in een overeenkomstsluitende Staat een vaste inrichting heeft waarvoor de schuld, ter zake waarvan de interest wordt betaald is aangegaan en de interest ten laste komt van die vaste inrichting, wordt die interest geacht afkomstig te zijn uit de Staat waar de vaste inrichting is gevestigd.

7. Indien, ten gevolge van een bijzondere verhouding tussen de schuldenaar en de uiteindelijk gerechtigde of tussen hen beiden en een derde, het bedrag van de interest, gelet op de schuldvordering waarvoor hij wordt betaald, hoger is dan het bedrag dat zonder zulk een verhouding door de schuldenaar en de uiteindelijk gerechtigde zou zijn overeengekomen, zijn de bepalingen van dit artikel slechts op het laatstbedoelde bedrag van toepassing. In dat geval blijft het daarboven uitgaande deel van de betalingen belastbaar overeenkomstig de wetgeving van elke overeenkomstsluitende Staat en met inachtneming van de overige bepalingen van deze Overeenkomst.

## **Artikel 12**

### **Royalty's**

1. Royalty's afkomstig uit een overeenkomstsluitende Staat en betaald aan een inwoner van de andere overeenkomstsluitende Staat mogen in die andere Staat worden belast.

2. Deze royalty's mogen echter ook in de overeenkomstsluitende Staat waaruit zij afkomstig zijn overeenkomstig de wetgeving van die Staat worden belast, maar indien de uiteindelijk gerechtigde tot de royalty's inwoner is van de andere overeenkomstsluitende Staat, mag de aldus geheven belasting niet hoger zijn dan 10 percent van het brutobedrag van de royalty's.

3. De uitdrukking “royalty's”, zoals gebezigd in dit artikel, betekent vergoedingen van welke aard ook voor het gebruik van, of voor het recht van gebruik van, een auteursrecht op een werk op het gebied van letterkunde, kunst of wetenschap, daaronder begrepen bioscoopfilms of films of banden voor radio of televisie, van een octrooi, een fabrieks- of handelsmerk, een tekening, een model, een plan, een geheim recept of een geheime werkwijze, of voor het gebruik van, of voor het recht van

gebruik van, nijverheids-, handels- of wetenschappelijke uitrusting of voor inlichtingen omtrent ervaringen op het gebied van nijverheid, handel of wetenschap.

4. De bepalingen van paragrafen 1 en 2 zijn niet van toepassing indien de uiteindelijk gerechtigde tot de royalty's, die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat, in de andere overeenkomstsluitende Staat waaruit de royalty's afkomstig zijn een bedrijf uitoefent met behulp van een aldaar gevestigde vaste inrichting en het recht of het goed uit hoofde waarvan de royalty's verschuldigd zijn met die vaste inrichting wezenlijk is verbonden. In dat geval zijn de bepalingen van artikel 7 van toepassing.

5. Royalty's worden geacht uit een overeenkomstsluitende Staat afkomstig te zijn indien de schuldenaar een inwoner van die Staat is. Indien evenwel de schuldenaar van de royalty's, ongeacht of hij inwoner van een overeenkomstsluitende Staat is of niet, in een overeenkomstsluitende Staat een vaste inrichting heeft waarvoor de verbintenis, uit hoofde waarvan de royalty's worden betaald is aangegaan en die de last van de royalty's draagt, worden die royalty's geacht afkomstig te zijn uit de Staat waar de vaste inrichting is gevestigd.

6. Indien, ten gevolge van een bijzondere verhouding tussen de schuldenaar en de uiteindelijk gerechtigde of tussen hen beiden en een derde, het bedrag van de royalty's, gelet op het gebruik, het recht of de inlichtingen waarvoor zij worden betaald, hoger is dan het bedrag dat zonder zulk een verhouding door de schuldenaar en de uiteindelijk gerechtigde zou zijn overeengekomen, zijn de bepalingen van dit artikel slechts op het laatstbedoelde bedrag van toepassing. In dat geval blijft het daarboven uitgaande deel van de betalingen belastbaar overeenkomstig de wetgeving van elke overeenkomstsluitende Staat en met inachtneming van de overige bepalingen van deze Overeenkomst.

### **Artikel 13**

#### **Vermogenswinst**

1. Voordelen die een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat verkrijgt uit de vervreemding van onroerende goederen zoals bedoeld in artikel 6 die in de andere overeenkomstsluitende Staat zijn gelegen, mogen in die andere Staat worden belast.

2. Voordelen verkregen uit de vervreemding van roerende goederen die deel uitmaken van het bedrijfsvermogen van een vaste inrichting die een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat in de andere overeenkomstsluitende Staat heeft, daaronder begrepen voordelen verkregen uit de vervreemding van die vaste inrichting (alleen of te zamen met de gehele onderneming), mogen in die andere Staat worden belast.

3. Voordelen verkregen uit de vervreemding van schepen of luchtvaartuigen die in internationaal verkeer worden geëxploiteerd of van roerende goederen die bij de exploitatie van zulke schepen of luchtvaartuigen worden gebruikt, zijn slechts belastbaar in de overeenkomstsluitende Staat waar de plaats van de werkelijke leiding van de onderneming gelegen is.

4. Voordelen verkregen uit de vervreemding van alle andere goederen dan die vermeld in de paragrafen 1, 2 en 3, zijn slechts belastbaar in de overeenkomstsluitende Staat waarvan de vervreemder inwoner is.

## Artikel 14

### Inkomsten uit een dienstbetrekking

1. Onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 15, paragraaf 1 en van de artikelen 17 en 18, zijn lonen, salarissen en andere soortgelijke beloningen verkregen door een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat ter zake van een dienstbetrekking slechts in die Staat belastbaar, tenzij de dienstbetrekking in de andere overeenkomstsluitende Staat wordt uitgeoefend. Indien de dienstbetrekking aldaar wordt uitgeoefend, mogen de ter zake daarvan verkregen beloningen in die andere Staat worden belast.

2. Niettegenstaande de bepalingen van paragraaf 1 zijn beloningen verkregen door een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat ter zake van een in de andere overeenkomstsluitende Staat uitgeoefende dienstbetrekking slechts in de eerstbedoelde Staat belastbaar indien:

a) de verkrijger in de andere Staat verblijft gedurende een tijdvak of tijdvakken die tijdens enig tijdperk van twaalf maanden dat aanvangt of eindigt tijdens het betrokken belastbaar tijdperk een totaal van 183 dagen niet te boven gaan, en

b) de beloningen worden betaald door of namens een werkgever die geen inwoner van de andere Staat is, en

c) de beloningen niet ten laste komen van een vaste inrichting die de werkgever in de andere Staat heeft.

3. Niettegenstaande de voorgaande bepalingen van dit artikel mogen beloningen verkregen ter zake van een dienstbetrekking uitgeoefend aan boord van een schip of een luchtvaartuig dat in internationaal verkeer wordt geëxploiteerd, worden belast in de overeenkomstsluitende Staat waar de plaats van de werkelijke leiding van de onderneming gelegen is.

## Artikel 15

### Tantièmes

1. Tantièmes, presentiegelden en andere soortgelijke beloningen verkregen door een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat in zijn hoedanigheid van lid van de raad van bestuur of van toezicht of van een gelijkaardig orgaan van een vennootschap die inwoner is van de andere overeenkomstsluitende Staat, mogen in die andere Staat worden belast.

De voorgaande bepaling is ook van toepassing op beloningen verkregen ter zake van de uitoefening van werkzaamheden die, volgens de wetgeving van de overeenkomstsluitende Staat waarvan de vennootschap inwoner is, worden behandeld als werkzaamheden van soortgelijke aard als die welke worden verricht door een persoon als bedoeld in de genoemde bepaling.

2. Beloningen die een persoon op wie paragraaf 1 van toepassing is verkrijgt van een vennootschap die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat ter zake van de uitoefening van dagelijkse werkzaamheden van leidinggevende, technische, commerciële of financiële aard en beloningen die een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat verkrijgt ter zake van zijn dagelijkse werkzaamheid als vennoot in een vennootschap, niet zijnde een vennootschap op aandelen, die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat, mogen overeenkomstig de bepalingen van artikel 14 worden belast alsof het ging om beloningen die een werknemer ter zake van een dienstbetrekking verkrijgt en alsof de werkgever de vennootschap was.

## **Artikel 16**

### **Artiesten en sportbeoefenaars**

1. Niettegenstaande de bepalingen van de artikelen 7 en 14 mogen inkomsten die een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat verkrijgt uit zijn persoonlijke werkzaamheden die hij in de andere overeenkomstsluitende Staat verricht in de hoedanigheid van artiest, zoals toneelspeler, film-, radio- of televisieartiest, of musicus, of in de hoedanigheid van sportbeoefenaar, in die andere Staat worden belast.

2. Indien inkomsten uit werkzaamheden die een artiest of een sportbeoefenaar persoonlijk en als zodanig verricht niet worden toegekend aan de artiest of aan de sportbeoefenaar zelf maar aan een andere persoon, mogen die inkomsten, niettegenstaande de bepalingen van de artikelen 7 en 14, worden belast in de overeenkomstsluitende Staat waar de werkzaamheden van de artiest of de sportbeoefenaar worden verricht.

## **Artikel 17**

### **Pensioenen**

Onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 18, paragraaf 2, mogen pensioenen en andere soortgelijke beloningen, betaald aan een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat ter zake van een vroegere dienstbetrekking, worden belast in de overeenkomstsluitende Staat waaruit ze afkomstig zijn. Deze bepaling is ook van toepassing op pensioenen en andere soortgelijke beloningen die worden betaald overeenkomstig de socialezekerheidswetgeving van een overeenkomstsluitende Staat of in het kader van een algemeen stelsel dat door die Staat is georganiseerd ter aanvulling van de voordelen waarin zijn socialezekerheidswetgeving voorziet.

## **Artikel 18**

### **Overheidsfuncties**

1. a) Lonen, salarissen en andere soortgelijke beloningen, betaald door een overeenkomstsluitende Staat of een staatkundig onderdeel of plaatselijke gemeenschap daarvan aan een natuurlijke persoon ter zake van diensten bewezen aan die Staat of aan dat onderdeel of die gemeenschap, zijn slechts in die Staat belastbaar.

b) Die lonen, salarissen en andere soortgelijke beloningen zijn evenwel slechts in de andere overeenkomstsluitende Staat belastbaar indien de diensten in die Staat worden bewezen en de natuurlijke persoon inwoner van die Staat is, die:

1° onderdaan is van die Staat; of

2° niet uitsluitend met het oog op het bewijzen van de diensten inwoner van die Staat is geworden.

2. a) Niettegenstaande de bepalingen van paragraaf 1 zijn pensioenen en andere soortgelijke beloningen die door een overeenkomstsluitende Staat of een staatkundig onderdeel of plaatselijke gemeenschap daarvan, hetzij rechtstreeks, hetzij uit door hen in het leven geroepen fondsen, worden

betaald aan een natuurlijke persoon ter zake van diensten bewezen aan die Staat of aan dat onderdeel of die gemeenschap, slechts in die Staat belastbaar.

b) Die pensioenen en andere soortgelijke beloningen zijn evenwel slechts in de andere overeenkomstsluitende Staat belastbaar indien de natuurlijke persoon inwoner en onderdaan is van die Staat.

3. De bepalingen van de artikelen 14, 15, 16 en 17 zijn van toepassing op lonen, salarissen, pensioenen en andere soortgelijke beloningen, betaald ter zake van diensten bewezen in het kader van een bedrijf uitgeoefend door een overeenkomstsluitende Staat of een staatkundig onderdeel of plaatselijke gemeenschap daarvan.

## **Artikel 19**

### **Studenten**

Bedragen die een student of een voor een beroep of bedrijf in opleiding zijnde persoon die inwoner is, of onmiddellijk vóór zijn bezoek aan een overeenkomstsluitende Staat inwoner was, van de andere overeenkomstsluitende Staat, en die uitsluitend voor zijn studie of opleiding in de eerstbedoelde Staat verblijft, ontvangt ten behoeve van zijn onderhoud, studie of opleiding, zijn in die Staat niet belastbaar, op voorwaarde dat die bedragen afkomstig zijn uit bronnen buiten die Staat.

## **Artikel 20**

### **Andere inkomsten**

1. Ongeacht de afkomst ervan, zijn bestanddelen van het inkomen van een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat die niet in de voorgaande artikelen van deze Overeenkomst worden behandeld, slechts in die Staat belastbaar.

2. De bepalingen van paragraaf 1 zijn niet van toepassing op inkomsten, niet zijnde inkomsten uit onroerende goederen als omschreven in artikel 6, paragraaf 2, indien de verkrijger van die inkomsten, die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat, in de andere overeenkomstsluitende Staat een bedrijf uitoefent met behulp van een aldaar gevestigde vaste inrichting en het recht of het goed dat de inkomsten oplevert met die vaste inrichting wezenlijk is verbonden. In dat geval zijn de bepalingen van artikel 7 van toepassing.

3. Niettegenstaande de bepalingen van de paragrafen 1 en 2, mogen bestanddelen van het inkomen van een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat die niet in de voorgaande artikelen van deze Overeenkomst worden behandeld en die uit de andere overeenkomstsluitende Staat afkomstig zijn, in die andere Staat worden belast indien die bestanddelen niet effectief belast zijn in de eerstgenoemde Staat.

## **HOOFDSTUK IV**

### **BELASTINGHEFFING NAAR HET VERMOGEN**

#### **Artikel 21**

##### **Vermogen**

1. Vermogen bestaande uit onroerende goederen als omschreven in artikel 6, die een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat bezit en die in de andere overeenkomstsluitende Staat zijn gelegen, mag in die andere Staat worden belast.
2. Vermogen bestaande uit roerende goederen die deel uitmaken van het bedrijfsvermogen van een vaste inrichting die een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat in de andere overeenkomstsluitende Staat heeft, mag in die andere Staat worden belast.
3. Vermogen bestaande uit schepen of luchtvaartuigen die in internationaal verkeer worden geëxploiteerd, alsmede uit roerende goederen die bij de exploitatie van die schepen of luchtvaartuigen worden gebruikt, is slechts belastbaar in de overeenkomstsluitende Staat waar de plaats van de werkelijke leiding van de onderneming is gelegen.
4. Alle andere bestanddelen van het vermogen van een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat zijn slechts in die Staat belastbaar.

## **HOOFDSTUK V**

### **VERMIJDEN VAN DUBBELE BELASTING**

#### **Artikel 22**

1. In Macedonië wordt dubbele belasting op de volgende wijze vermeden:
  - a) Indien een inwoner van Macedonië inkomsten verkrijgt of vermogensbestanddelen bezit die in overeenstemming met de bepalingen van deze Overeenkomst in België mogen worden belast, verleent Macedonië:
    - 1° een vermindering op de belasting naar het inkomen van die inwoner tot een bedrag dat gelijk is aan de in België betaalde belasting naar het inkomen;
    - 2° een vermindering op de belasting naar het vermogen van die inwoner tot een bedrag dat gelijk is aan de in België betaalde belasting naar het vermogen.

Deze vermindering overschrijdt echter in geen van beide gevallen dat deel van de belasting naar het inkomen of van de belasting naar het vermogen, zoals deze berekend zijn vóór het verlenen van de vermindering, dat kan worden toegerekend aan het inkomen of aan het vermogen, naar gelang het geval, dat in België mag worden belast.

  - b) Indien een inwoner van Macedonië inkomsten verkrijgt of vermogensbestanddelen bezit die ingevolge de bepalingen van de Overeenkomst in Macedonië van belasting zijn vrijgesteld, mag Macedonië evenwel, om het bedrag van de belasting op het overige inkomen of vermogen van die inwoner te berekenen, de vrijgestelde inkomsten of het vrijgesteld vermogen in aanmerking nemen.

2. In België:



a) Indien een inwoner van België inkomsten verkrijgt, niet zijnde dividenden, interest of royalty's, of vermogensbestanddelen bezit die ingevolge de bepalingen van deze Overeenkomst in Macedonië zijn belast, stelt België deze inkomsten of deze vermogensbestanddelen vrij van belasting, maar indien die inwoner een natuurlijke persoon is stelt België die inkomsten alleen vrij van belasting voor zover ze effectief in Macedonië belast zijn.

b) Niettegenstaande de bepalingen van subparagraaf a) en elke andere bepaling van de Overeenkomst, houdt België, voor het berekenen van de aanvullende belastingen die worden geheven door de Belgische gemeenten en agglomeraties, rekening met de beroepsinkomsten die in België overeenkomstig subparagraaf a) vrijgesteld zijn van belasting. Die aanvullende belastingen worden berekend op de belasting die in België verschuldigd zou zijn indien de desbetreffende beroepsinkomsten uit Belgische bronnen waren behaald.

Wanneer de inkomsten die een inwoner van België verkrijgt of het vermogen dat hij bezit, ingevolge enigerlei bepaling van de Overeenkomst vrijgesteld zijn van belasting in België, mag België, om het bedrag van de belasting op het overige inkomen of vermogen van die inwoner te berekenen, niettemin het belastingtarief toepassen dat van toepassing zou zijn indien die inkomsten of die vermogensbestanddelen niet waren vrijgesteld.

c) De bepalingen van subparagraaf a) zijn niet van toepassing op inkomsten verkregen door of op vermogen in het bezit van een inwoner van België indien Macedonië de bepalingen van de Overeenkomst toepast om zulke inkomsten of zulk vermogen van belasting vrij te stellen of de bepalingen van artikel 10, paragraaf 2 of artikel 11, paragraaf 2 toepast om de belastingheffing van die inkomsten te beperken.

d) Dividenden die een vennootschap die inwoner is van België verkrijgt van een vennootschap die inwoner is van Macedonië, worden in België vrijgesteld van de vennootschapsbelasting op de voorwaarden en binnen de grenzen die in de Belgische wetgeving zijn bepaald.

e) Wanneer een vennootschap die inwoner is van België van een vennootschap die inwoner is van Macedonië dividenden verkrijgt die niet vrijgesteld zijn overeenkomstig subparagraaf d), worden die dividenden in België toch vrijgesteld van de vennootschapsbelasting indien de vennootschap die inwoner is van Macedonië daadwerkelijk betrokken is bij de actieve uitoefening van een bedrijf in Macedonië. In dat geval worden die dividenden vrijgesteld op de voorwaarden en binnen de grenzen die in de Belgische wetgeving zijn bepaald, met uitzondering van die welke verband houden met de belastingregeling die van toepassing is op de vennootschap die inwoner is van Macedonië of op de inkomsten waaruit de dividenden worden betaald. Deze bepaling is slechts van toepassing op dividenden die worden betaald uit inkomsten die worden voortgebracht door de actieve uitoefening van een bedrijf.

f) Onder voorbehoud van de bepalingen van de Belgische wetgeving betreffende de verrekening van in het buitenland betaalde belastingen met de Belgische belasting wordt, indien een inwoner van België inkomsten verkrijgt die deel uitmaken van zijn samengetelde inkomen dat aan de Belgische belasting is onderworpen en bestaan uit interest of royalty's, de van die inkomsten geheven Macedonische belasting in mindering gebracht van de Belgische belasting met betrekking tot die inkomsten.

g) Indien verliezen geleden door een onderneming die door een inwoner van België in een in Macedonië gelegen vaste inrichting wordt gedreven, voor de belastingheffing van die onderneming in België overeenkomstig de Belgische wetgeving werkelijk in mindering van de winst van die onderneming zijn gebracht, is de vrijstelling ingevolge subparagraaf a) in België niet van toepassing op de winst van andere belastbare tijdperken die aan die inrichting kan worden toegerekend, in zoverre als die winst ook in Macedonië van belasting is vrijgesteld door de verrekening van die verliezen.

## **HOOFDSTUK VI**

### **BIJZONDERE BEPALINGEN**

#### **Artikel 23**

##### **Non-discriminatie**

1. Onderdanen van een overeenkomstsluitende Staat worden in de andere overeenkomstsluitende Staat niet onderworpen aan enige belastingheffing of daarmee verband houdende verplichting, die anders of zwaarder is dan de belastingheffing en daarmee verband houdende verplichtingen waaraan onderdanen van die andere Staat onder gelijke omstandigheden, inzonderheid met betrekking tot de woonplaats, zijn of kunnen worden onderworpen. Niettegenstaande de bepalingen van artikel 1 is deze bepaling ook van toepassing op personen die geen inwoner zijn van een overeenkomstsluitende Staat of van beide overeenkomstsluitende Staten.

2. De belastingheffing van een vaste inrichting die een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat in de andere overeenkomstsluitende Staat heeft, is in die andere Staat niet ongunstiger dan de belastingheffing van ondernemingen van die andere Staat die dezelfde werkzaamheden uitoefenen. Deze bepaling mag niet aldus worden uitgelegd dat zij een overeenkomstsluitende Staat verplicht aan inwoners van de andere overeenkomstsluitende Staat bij de belastingheffing de persoonlijke aftrekken, tegemoetkomingen en verminderingen uit hoofde van de gezinstoestand of gezinslasten te verlenen die hij aan zijn eigen inwoners verleent.

3. Behalve indien de bepalingen van artikel 9, paragraaf 1, artikel 11, paragraaf 7, of artikel 12, paragraaf 6, van toepassing zijn, worden interest, royalty's en andere uitgaven die door een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat aan een inwoner van de andere overeenkomstsluitende Staat worden betaald, bij het bepalen van de belastbare winst van die onderneming op dezelfde voorwaarden in mindering gebracht als wanneer zij aan een inwoner van de eerstbedoelde Staat zouden zijn betaald. Schulden van een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat tegenover een inwoner van de andere overeenkomstsluitende Staat worden, bij het bepalen van het belastbare vermogen van die onderneming, eveneens op dezelfde voorwaarden in mindering gebracht, alsof die schulden tegenover een inwoner van de eerstbedoelde Staat zouden zijn aangegaan.

4. Ondernemingen van een overeenkomstsluitende Staat, waarvan het kapitaal geheel of ten dele, onmiddellijk of middellijk, in het bezit is van, of wordt beheerst door, één of meer inwoners van de andere overeenkomstsluitende Staat, worden in de eerstbedoelde Staat niet aan enige belastingheffing of daarmee verband houdende verplichting onderworpen die anders of zwaarder is dan de belastingheffing en daarmee verband houdende verplichtingen waaraan andere, soortgelijke ondernemingen van de eerstbedoelde Staat zijn of kunnen worden onderworpen.

5. Niettegenstaande de bepalingen van artikel 2 zijn de bepalingen van dit artikel van toepassing op belastingen van elke soort en benaming.

#### **Artikel 24**

##### **Regeling voor onderling overleg**

1. Indien een persoon van oordeel is dat de maatregelen van een overeenkomstsluitende Staat of van beide overeenkomstsluitende Staten voor hem leiden of zullen leiden tot een belastingheffing die niet in overeenstemming is met de bepalingen van deze Overeenkomst, kan hij, onverminderd de

rechtsmiddelen waarin het interne recht van die Staten voorziet, zijn geval voorleggen aan de bevoegde autoriteit van een van beide overeenkomstsluitende Staten. Het geval moet worden voorgelegd binnen drie jaar nadat de maatregel die een belastingheffing ten gevolge heeft die niet in overeenstemming is met de bepalingen van de Overeenkomst, voor het eerst te zijner kennis is gebracht.

2. De bevoegde autoriteit tracht, indien het bezwaar haar gegrond voorkomt en indien zij niet zelf in staat is tot een bevredigende oplossing ervan te komen, de aangelegenheid in onderlinge overeenstemming met de bevoegde autoriteit van de andere overeenkomstsluitende Staat te regelen, teneinde een belastingheffing die niet in overeenstemming is met de Overeenkomst te vermijden. De overeengekomen regeling wordt uitgevoerd ongeacht de termijnen waarin het interne recht van de overeenkomstsluitende Staten voorziet.

3. De bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten trachten moeilijkheden of twijfelpunten die mochten rijzen met betrekking tot de interpretatie of de toepassing van de Overeenkomst in onderlinge overeenstemming op te lossen.

4. De bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten plegen overleg omtrent de administratieve maatregelen die voor de uitvoering van de bepalingen van de Overeenkomst nodig zijn en met name omtrent de bewijsstukken die de inwoners van elke overeenkomstsluitende Staat moeten overleggen om in de andere Staat de bij de Overeenkomst bepaalde belastingvrijstellingen of -verminderingen te verkrijgen.

5. De bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten stellen zich rechtstreeks met elkander in verbinding voor de toepassing van de Overeenkomst.

## **Artikel 25**

### **Uitwisseling van inlichtingen**

1. De bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten wisselen de inlichtingen uit die naar verwachting relevant zullen zijn voor de uitvoering van de bepalingen van deze Overeenkomst of voor de toepassing of de tenuitvoerlegging van de nationale wetgeving met betrekking tot belastingen van elke soort en benaming die worden geheven door of ten behoeve van de overeenkomstsluitende Staten, voor zover de belastingheffing waarin die nationale wetgeving voorziet niet in strijd is met de Overeenkomst. De uitwisseling van inlichtingen wordt niet beperkt door de artikelen 1 en 2. Bovendien zullen de bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten, indien nodig, onderhandelingen aanknopen om de werkingssfeer van dit artikel te wijzigen of uit te breiden met betrekking tot de belastingen waarop dit artikel van toepassing is.

2. De inlichtingen die een overeenkomstsluitende Staat krachtens paragraaf 1 verkrijgt worden op dezelfde wijze geheim gehouden als de inlichtingen die onder de nationale wetgeving van die Staat zijn verkregen en worden alleen ter kennis gebracht van personen of autoriteiten (daaronder begrepen rechterlijke instanties en administratieve lichamen) die betrokken zijn bij de vestiging of invordering van de in paragraaf 1 vermelde belastingen, bij de tenuitvoerlegging of vervolging ter zake van die belastingen, bij de beslissing in beroepszaken die betrekking hebben op die belastingen of bij het toezicht op het voorafgaande. Deze personen of autoriteiten gebruiken deze inlichtingen slechts voor die doeleinden. Zij mogen van deze inlichtingen melding maken tijdens openbare rechtszittingen of in rechterlijke beslissingen. Niettegenstaande het voorafgaande, mogen de door een overeenkomstsluitende Staat ontvangen inlichtingen voor andere doeleinden gebruikt worden wanneer die inlichtingen volgens de wetgeving van beide Staten voor dergelijke andere doeleinden mogen

gebruikt worden en wanneer de bevoegde autoriteit van de Staat die de inlichtingen verschaft dergelijk gebruik toelaat.

3. In geen geval mogen de bepalingen van de paragrafen 1 en 2 aldus worden uitgelegd dat zij een overeenkomstsluitende Staat de verplichting opleggen:

a) administratieve maatregelen te nemen die afwijken van de wetgeving en de administratieve praktijk van die of van de andere overeenkomstsluitende Staat;

b) inlichtingen te verstrekken die niet verkrijgbaar zijn volgens de wetgeving of in de normale gang van de administratieve werkzaamheden van die of van de andere overeenkomstsluitende Staat;

c) inlichtingen te verstrekken die een handels-, bedrijfs-, nijverheids- of beroepsgeheim of een handelswerkwijze zouden onthullen, dan wel inlichtingen waarvan het verstrekken in strijd zou zijn met de openbare orde.

4. Indien een overeenkomstsluitende Staat om inlichtingen vraagt krachtens dit artikel, gebruikt de andere overeenkomstsluitende Staat de maatregelen waarover hij beschikt om inlichtingen in te winnen teneinde de gevraagde informatie te verkrijgen, zelfs wanneer die andere Staat die informatie niet nodig heeft voor zijn eigen belastingheffing. De in voorgaande zin opgenomen verplichting valt onder de beperkingen van paragraaf 3, maar in geen geval kunnen die beperkingen aldus worden uitgelegd dat zij een overeenkomstsluitende Staat toestaan het verstrekken van inlichtingen te weigeren enkel en alleen omdat die inlichtingen voor die Staat niet van binnenlands belang zijn.

5. In geen geval mogen de bepalingen van paragraaf 3 aldus worden uitgelegd dat ze een overeenkomstsluitende Staat toestaan om het verstrekken van inlichtingen te weigeren enkel en alleen omdat de inlichtingen in het bezit zijn van een bank, een andere financiële instelling, een stichting, een gevolmachtigde of een persoon die werkzaam is in de hoedanigheid van een vertegenwoordiger of een zaakwaarnemer of omdat de inlichtingen betrekking hebben op eigendomsbelangen in een persoon of een stichting.

## **Artikel 26**

### **Beperking van de voordelen**

Niettegenstaande de bepalingen van elk ander artikel van deze Overeenkomst, wordt geen enkele belastingvermindering of belastingvrijstelling waarin de Overeenkomst voorziet toegepast voor inkomsten die zijn betaald in verband met een kunstmatige constructie. Een constructie wordt niet geacht kunstmatig te zijn wanneer ze beantwoordt aan rechtmatige financiële of economische behoeften en ze is opgezet op grond van zakelijke overwegingen.

## **Artikel 27**

### **Leden van diplomatieke zendingen en van consulaire posten**

1. De bepalingen van deze Overeenkomst tasten in geen enkel opzicht de fiscale voorrechten aan die leden van diplomatieke vertegenwoordigingen of van consulaire posten ontleen aan de algemene regels van het volkenrecht of aan de bepalingen van bijzondere overeenkomsten.
2. Voor de toepassing van de Overeenkomst worden de leden van een diplomatieke zending of van een consulaire post van een overeenkomstsluitende Staat in de andere overeenkomstsluitende Staat of in een derde Staat en die de nationaliteit van de zendstaat bezitten, geacht inwoners te zijn van de zendstaat indien zij aldaar aan dezelfde verplichtingen inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen zijn onderworpen als de inwoners van die Staat.
3. De Overeenkomst is niet van toepassing op internationale organisaties, hun organen of hun ambtenaren, noch op personen die lid zijn van een diplomatieke zending of van een consulaire post van een derde Staat, indien deze in een overeenkomstsluitende Staat verblijven en inzake belastingen naar het inkomen of naar het vermogen in de ene of de andere overeenkomstsluitende Staat niet als inwoners worden behandeld.

## **HOOFDSTUK VII**

### **SLOTBEPALINGEN**

## **Artikel 28**

### **Inwerkingtreding**

1. Elk van de overeenkomstsluitende Staten zal de andere langs diplomatieke weg in kennis stellen van de voltooiing van de procedures die door zijn interne wetgeving voor de inwerkingtreding van deze Overeenkomst is vereist. Deze Overeenkomst zal in werking treden op de datum van de laatste van deze kennisgevingen, en de bepalingen ervan zullen van toepassing zijn:

a) in Macedonië:

1° op de bij de bron ingehouden belastingen op inkomsten die zijn betaald of toegekend op of na 1 januari van het kalenderjaar dat onmiddellijk volgt op dat waarin de Overeenkomst in werking treedt;

2° met betrekking tot andere belastingen geheven naar de inkomsten en naar het vermogen, op inkomsten die zijn verkregen of vermogen dat in het bezit is tijdens elk belastbaar tijdperk dat aanvangt op of na 1 januari van het kalenderjaar dat onmiddellijk volgt op dat waarin de Overeenkomst in werking treedt;

3° met betrekking tot de andere belastingen, op belastingen die verschuldigd zijn ter zake van belastbare feiten die zich voordoen op of na 1 januari van het kalenderjaar dat onmiddellijk volgt op dat waarin de Overeenkomst in werking treedt.

b) in België:

1° op de bij de bron verschuldigde belastingen op inkomsten die zijn toegekend of betaalbaar gesteld op of na 1 januari van het kalenderjaar dat onmiddellijk volgt op dat waarin de Overeenkomst in werking treedt;

2° op de andere belastingen geheven naar inkomsten van belastbare tijdperken die aanvangen op of na 1 januari van het kalenderjaar dat onmiddellijk volgt op dat waarin de Overeenkomst in werking treedt;

3° op belastingen naar het vermogen geheven van bestanddelen van het vermogen die bestaan op of na 1 januari van het kalenderjaar dat onmiddellijk volgt op dat waarin de Overeenkomst in werking treedt;

4° met betrekking tot de andere belastingen, op belastingen die verschuldigd zijn ter zake van belastbare feiten die zich voordoen op of na 1 januari van het kalenderjaar dat onmiddellijk volgt op dat waarin de Overeenkomst in werking treedt.

2. De Overeenkomst tussen de Socialistische Federatieve Republiek Joegoslavië en het Koninkrijk België tot het vermijden van dubbele belasting van het inkomen en van het vermogen, ondertekend op 21 november 1980, houdt op van toepassing te zijn in de betrekkingen tussen Macedonië en België met betrekking tot de belastingen waarop de bepalingen van deze Overeenkomst krachtens de bepalingen van paragraaf 1 van toepassing zijn.

3. De bepalingen van artikel 4 van de Overeenkomst tussen de Macedonische regering en de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen, gedaan te Brussel op 17 februari 1999, zijn niet van toepassing met betrekking tot belastingen naar het inkomen en naar het vermogen waarop deze Overeenkomst van toepassing is.

## Artikel 29

### Beëindiging

1. Deze Overeenkomst blijft van kracht totdat zij door een overeenkomstsluitende Staat is opgezegd.

2. Elk van de overeenkomstsluitende Staten kan de Overeenkomst langs diplomatieke weg opzeggen door aan de andere overeenkomstsluitende Staat uiterlijk op 30 juni van elk kalenderjaar vanaf het vijfde jaar dat volgt op het jaar waarin de Overeenkomst in werking is getreden schriftelijk kennis te geven van de beëindiging. In geval van opzegging vóór 1 juli van zodanig jaar, houdt de Overeenkomst op van toepassing te zijn:

a) in Macedonië:

1° op de bij de bron ingehouden belastingen op inkomsten die zijn betaald of toegekend op of na 1 januari van het kalenderjaar dat onmiddellijk volgt op dat waarin de kennisgeving van de beëindiging is gedaan;

2° met betrekking tot andere belastingen geheven naar de inkomsten en naar het vermogen, op inkomsten die zijn verkregen of vermogen dat in het bezit is tijdens elk belastbaar tijdperk dat aanvangt op of na 1 januari van het kalenderjaar dat onmiddellijk volgt op dat waarin de kennisgeving van de beëindiging is gedaan;

3° met betrekking tot de andere belastingen, op belastingen die verschuldigd zijn ter zake van belastbare feiten die zich voordoen op of na 1 januari van het kalenderjaar dat onmiddellijk volgt op dat waarin de kennisgeving van de beëindiging is gedaan.

b) in België:

1° op de bij de bron verschuldigde belastingen op inkomsten die zijn toegekend of betaalbaar gesteld op of na 1 januari van het kalenderjaar dat onmiddellijk volgt op dat waarin de kennisgeving van de beëindiging is gedaan;

2° op de andere belastingen geheven naar inkomsten van belastbare tijdperken die aanvangen op of na 1 januari van het kalenderjaar dat onmiddellijk volgt op dat waarin de kennisgeving van de beëindiging is gedaan;

3° op belastingen naar het vermogen geheven van bestanddelen van het vermogen die bestaan op of na 1 januari van het kalenderjaar dat onmiddellijk volgt op dat waarin de kennisgeving van de beëindiging is gedaan;

4° met betrekking tot de andere belastingen, op belastingen die verschuldigd zijn ter zake van belastbare feiten die zich voordoen op of na 1 januari van het kalenderjaar dat onmiddellijk volgt op dat waarin de kennisgeving van de beëindiging is gedaan.

**TEN BLIJKE WAARVAN** de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gevolmachtigd, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

**GEDAAN** in tweevoud te Brussel, op 6 juli 2010, in de Franse, Nederlandse, Macedonische en Engelse taal. In geval van verschil tussen de teksten is de Engelse tekst beslissend.

## PROTOCOL

Bij de ondertekening van de Overeenkomst tussen de Belgische Regering en de Macedonische Regering tot het vermijden van dubbele belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen en tot het voorkomen van het ontduiken van belasting, zijn de ondergetekenden de volgende bepalingen overeengekomen, die een integrerend deel van de Overeenkomst vormen.

1. Bij het uitleggen van de verdragsbepalingen die identiek of in wezen gelijk zijn aan de bepalingen van het OESO-modelverdrag inzake belastingen, proberen de belastingadministraties van de overeenkomstsluitende Staten de algemene beginselen van de Commentaar bij de artikels van dat modelverdrag te volgen, op voorwaarde dat de overeenkomstsluitende Staten geen opmerkingen in die Commentaar lieten opnemen waaruit blijkt dat ze niet akkoord gaan met die beginselen en voor zover de overeenkomstsluitende Staten het niet eens zijn over een afwijkende interpretatie in het kader van artikel 24, paragraaf 3.

2. Met betrekking tot artikel 2, paragraaf 3, subparagraaf b):

Er is overeengekomen dat in de Belgische belastingen die opgenomen zijn onder artikel 2, paragraaf 3, subparagraaf b) de voorheffingen begrepen zijn, evenals de opcentiemen op die belastingen en voorheffingen.

3. Met betrekking tot artikel 12, paragraaf 3:

Voor de toepassing van artikel 12, paragraaf 3 van de Overeenkomst, worden vergoedingen voor het verlenen van technische bijstand en van technische diensten niet beschouwd als zijnde vergoedingen voor inlichtingen omtrent ervaringen op het gebied van nijverheid, handel of wetenschap. Dergelijke vergoedingen zijn belastbaar overeenkomstig de bepalingen van artikel 7.

4. Met betrekking tot artikel 14, paragraaf 1:

Er is overeengekomen dat een dienstbetrekking wordt uitgeoefend in een overeenkomstsluitende Staat wanneer de activiteit waarvoor de lonen, salarissen en andere soortgelijke beloningen betaald worden, daadwerkelijk in die Staat wordt uitgeoefend. De activiteit wordt daadwerkelijk in die Staat uitgeoefend wanneer de werknemer fysiek aanwezig is in die Staat om er de activiteit uit te oefenen.

5. Met betrekking tot de artikelen 14 en 15:

Er is overeengekomen dat een vergoeding die wordt betaald wegens het beëindigen van een dienstbetrekking of van een mandaat in een vennootschap mag worden belast in de overeenkomstsluitende Staat waar die dienstbetrekking wordt uitgeoefend of waarvan de vennootschap inwoner is, indien en voor zover de lonen of de honoraria, die tijdens het kalenderjaar dat de beëindiging van die dienstbetrekking of dat mandaat voorafgaat, zijn verkregen ter zake van die dienstbetrekking of dat mandaat, overeenkomstig de bepalingen van artikel 14 of artikel 15, naargelang het geval, in die Staat mogen worden belast.



6. Met betrekking tot artikel 20, paragraaf 3 en artikel 22, paragraaf 2,a):

Voor de toepassing van artikel 20, paragraaf 3, en van artikel 22, paragraaf 2,a), is een inkomensbestanddeel effectief belast in een overeenkomstsluitende Staat wanneer het in die overeenkomstsluitende Staat aan de belasting onderworpen is en als dusdanig aldaar geen belastingvrijstelling geniet.

7. Met betrekking tot artikel 22, paragraaf 2, a):

Voor de toepassing van artikel 22, paragraaf 2, a), is een inkomensbestanddeel in Macedonië belast wanneer dat inkomensbestanddeel aldaar onderworpen is aan het belastingstelsel dat normaal op dat inkomensbestanddeel van toepassing is overeenkomstig de Macedonische belastingwetgeving.

8. Met betrekking tot artikel 22, paragraaf 2, a) en e):

a) Wanneer een vennootschap die inwoner is van België inkomsten verkrijgt die in Macedonië vrijgesteld zijn van belasting ingevolge de Wet op de zones voor technologische en industriële ontwikkeling, worden die inkomsten voor de toepassing van artikel 22, paragraaf 2, a) enkel beschouwd als zijnde belast in Macedonië wanneer ze voortkomen uit de actieve uitoefening van een bedrijf in Macedonië.

b) Waar het gaat over inkomsten, of winst waaruit dividenden uitgekeerd worden, die in Macedonië verkregen zijn uit financiële activiteiten, holdingactiviteiten of het verstrekken van diensten en die in Macedonië vrijgesteld zijn van belasting, is paragraaf 2, a) en e) van artikel 22 van toepassing op vennootschappen, op voorwaarde dat die inkomsten of die winst geen bestanddelen omvatten die in mindering werden gebracht van in België belastbare inkomsten of winst.

c) Artikel 22, paragraaf 2, a) en e), is niet van toepassing op een inwoner van België waarvan de werkzaamheden of investeringen in Macedonië als essentieel doel hebben ten onrechte de voordelen van die bepalingen te genieten, dit wil zeggen indien die werkzaamheden of investeringen niet beantwoorden aan rechtmatige financiële of economische behoeften en ze uitgevoerd of gedaan worden om fiscale redenen. Dit is met name het geval indien —, vóór het einde van de periode of na het verstrijken van de periode tijdens dewelke de vrijstelling van Macedonische belasting, zoals bedoeld in a) en b) van deze bepaling, verleend wordt aan een vennootschap die inwoner is van Macedonië of aan een vaste inrichting die een inwoner van België in Macedonië heeft, — een onderneming die verbonden is, in de zin van artikel 9, met de genoemde inwoner van Macedonië of van België, naar het geval, de werkzaamheden van de vennootschap of van de vaste inrichting overneemt ten einde in Macedonië een nieuwe termijn te kunnen genieten waarin de winst uit deze werkzaamheden is vrijgesteld.

**TEN BLIJKE WAARVAN** de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gevolmachtigd, dit Protocol hebben ondertekend.

**GEDAAN** in tweevoud te Brussel, op 6 juli 2010, in de Franse, Nederlandse, Macedonische en Engelse taal. In geval van verschil tussen de teksten is de Engelse tekst beslissend.